



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET
COMMUNICATIONS**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION

**PROGRAMME TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ
DÉPARTEMENTALE**

OPÉRATION EN PRÉPARATION

**CADRE D'APPLICATION DES PLANS
D' ACTIONS DE REINSTALLATION
(CAPAR)**

Préparé par Insuco
Version 4
Septembre 2018

TABLE DES MATIERES

1 Introduction	7
2 Contexte.....	8
2.1 Historique	8
2.2 Description du projet.....	9
2.3 Principaux risques en matière de déplacement	9
3 Cadre légal.....	13
3.1 Cadre légal Haïtien	13
3.2 Lois portant sur les impacts environnementaux et sociaux	13
3.3 Le Décret du 22 septembre 1964	14
3.4 La loi sur l'expropriation du 18 septembre 1979	14
3.5 Evaluation des pertes et compensations	16
3.6 Normes de performances sociales de la BID.....	17
3.7 Comparaison du cadre national aux normes de la BID	18
4 Principes et objectifs de compensation.....	19
4.1 Principes	19
4.2 Eligibilité	20
4.3 Date butoir.....	21
5 Modalités de compensation.....	23
5.1 Déplacements physiques	23
5.2 Déplacements économiques.....	24
5.3 Restauration des moyens d'existence	25
5.4 Suivi et encadrement des plus vulnérables	25
5.5 Mesures visant à minimiser les risques liés à la compensation monétaire	26
6 Evaluation des pertes et des compensations	27
6.1 La terre	27
6.2 Infrastructures	29
6.3 Les cultures agricoles annuelles et bisannuelles.....	30
6.4 Les arbres fruitiers	32
6.5 Arbres à valeur bois et énergie.....	33
6.6 Allocation de déménagement et réinstallation	36
6.7 Compensation pour interruption de l'activité économique	36
7 Mesures opérationnelles.....	37
7.1 Description des étapes de mise en œuvre	37
7.1.1 Validation et appropriation du Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5	38

7.1.2	Déclaration et publication de la DUP	38
7.1.3	Mise en place d'un plan de communication.....	39
7.1.4	Finalisation du design de la route nationale	39
7.1.5	Réalisation des recensements et inventaires	39
7.1.6	Annonce de la date butoir	40
7.1.7	Validation des listes de PAP et du PAR précis pour chaque tronçon.....	41
7.1.8	Exécution des PAR.....	41
7.1.9	Développement et mise en œuvre des PRME	42
7.1.10	Suivi puis clôture du processus.....	43
7.2	Dispositif opérationnel et distribution des rôles et responsabilités	43
7.2.1	Vue d'ensemble	43
7.2.2	Les comités locaux	44
7.3	Communication et consultation des parties prenantes	46
7.4	Gestion des doléances et griefs.....	47
7.4.1	Principe.....	47
7.4.2	Mécanisme	47
7.4.3	Réception de la doléance	48
7.4.4	Examen préliminaire.....	49
7.4.5	Traitement et suivi de la plainte.....	49
7.4.6	Clôture de la doléance	50
7.4.7	Délais de traitement de la doléance.....	50
8	Dispositif de suivi et évaluation	52
8.1	Dispositif interne de suivi	52
8.2	Audit et évaluation externe	55
9	Chronogramme et budget estimatif.....	56
9.1	Chronogramme	56
9.2	Budget estimatif.....	58
10	Conclusion	60
Annexe 1	Méthode détaillée d'estimation des pertes	61
Annexe 2	Feuille de route et chronogramme indicatif	62
Annexe 3	Entente avec les comités locaux	68
Annexe 4	Entente de compensation.....	73

TABLE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Situation géographique de la RN5 (Carrefour Joffre - Port-de-Paix) et de la RD501 (entre Port-de-Paix et Anse-à-Foleur).....</i>	<i>7</i>
<i>Figure 2 : Photo d'un canal d'irrigation, Tiboucan.....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 3 : La RD501 entre Saint Louis du Nord et Anse-à-Foleur</i>	<i>11</i>
<i>Figure 4 : Schéma de traitement des plaintes.....</i>	<i>48</i>

TABLE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Résumé des PAR élaborés</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 2 : Matrice d'éligibilité.....</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 3 : Grille d'estimation de la valeur des terres.....</i>	<i>28</i>
<i>Tableau 4 : Grille d'estimation des coûts de remplacement des bâtiments.....</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 5 : Grille d'estimation des valeurs de remplacement des autres infrastructures</i>	<i>30</i>
<i>Tableau 6 : Grille d'estimation des valeurs de remplacement des cultures annuelles.....</i>	<i>31</i>
<i>Tableau 7 : Estimation de la valeur de remplacement des arbres fruitiers (HTG/pied).....</i>	<i>32</i>
<i>Tableau 8 : Classification des variétés rencontrées en 4 groupes</i>	<i>34</i>
<i>Tableau 9 : Grille d'estimation des valeurs de remplacement des arbres en HTG par pied</i>	<i>35</i>
<i>Tableau 10 : Prise en charge de la participation des membres du comité aux réunions formelles ..</i>	<i>46</i>
<i>Tableau 11 : Outil de classification des plaintes.....</i>	<i>49</i>
<i>Tableau 12 : Délais maximum de traitement des plaintes</i>	<i>50</i>
<i>Tableau 13 : Exemple d'indicateurs d'exécution</i>	<i>54</i>
<i>Tableau 14 : Chronogramme estimatif.....</i>	<i>56</i>
<i>Tableau 15 : Budget estimatif.....</i>	<i>58</i>

Liste des sigles et abréviations

BID	Banque Interaméricaine de Développement
CASEC	Conseil Administratif de Section Communale
CFPB	Contributions Foncières pour les Propriétés Bâties
COTIME	Commission Technique Interministérielle de Haut Niveau sur l'Environnement
CPA	Commission Permanente d'Acquisition
CAPAR	Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
JDP	Juge de Paix
m	mètre
MEF	Ministère de l'Economie et de la Finance
MTPTC	Ministère des travaux publics, transports et communications
PAP	Personne Affectée par le Projet
PAR	Plan d'Action pour les Réinstallations
PP	Partie Prenante
PRME	Plan de Restauration des Moyens d'Existence
RN1	Route Nationale 1
RN5	Route Nationale 5
UCE	Unité Centrale d'Exécution
ZUP	Zone d'Utilité Publique

Définitions

- **Acquisition involontaire des terres** : La prise de terre par le gouvernement ou une agence gouvernementale pour réaliser un projet d'intérêt public contre le désir et avec compensation du propriétaire. L'acquisition involontaire recouvre ici les expropriations et les évictions :
 - **Expropriation de terres** : processus par lequel une administration publique, amène un individu, un ménage ou un groupe communautaire à renoncer aux droits sur la terre qu'il possède. L'expropriation est un processus légal dûment indemnisé.
 - **Indemnité pour éviction** : dans le cas des occupants ne bénéficiant pas d'un statut légal de propriété ou d'occupation, on parlera d'indemnité pour éviction ou de perte d'accès à la terre en lieu et place d'expropriation.
- **Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5 (CAPAR)** : Document définissant les orientations en matière de réinstallation durant l'exécution du projet. Le CAPAR est présenté au public dans les zones affectées pour déterminer la politique de réinstallation et de compensation, les arrangements organisationnels et pour fixer les critères qui seront appliqués pour répondre aux besoins des personnes qui seront affectées par le projet.
- **Plan d'action de réinstallation (PAR)** : le PAR détaille pour chaque tronçon les mesures opérationnelles spécifiques au tronçon pour la mise en œuvre de la réinstallation et des compensations. Il comprend un recensement et inventaire précis des PAP et définit la date butoir.
- **Date Butoir** : date au-delà de laquelle une personne ne peut être considérée comme affectée par le projet et éligible à une compensation, sauf en cas de modification de l'emprise du projet venant affecter de nouvelles personnes ou terrains. La date butoir est fixée à la fin des inventaires.
- **Déplacement économique** : Perte de revenus ou de moyens de subsistance résultant de l'acquisition de terrains, perte d'accès aux ressources (sols, eau ou forêts) ou de commerce résultant de la construction du projet.
- **Déplacement physique** : Perte de logement résultant de l'acquisition de terres occasionnée par un projet qui nécessite que la ou les personnes affectées déménagent ailleurs.
- **Compensation** : Paiement en argent ou en nature au titre d'un bien ou d'une ressource affectée par un projet, ou dont l'acquisition est faite dans le cadre d'un projet, au moment où son remplacement s'avère nécessaire. Dans le cadre spécifique d'Haïti, ce terme sera uniquement utilisé pour les indemnités dues pour la perte de production agricole, d'arbre ou de toute autre activité économique.
- **Indemnité** : ce terme s'appliquera ici à tout indemnité calculée et versée dans le cadre de ce projet, qu'il s'agisse d'une expropriation ou d'une compensation.
- **Moyens de subsistance** : Fait référence à la gamme complète de moyens que les individus, les familles et les communautés utilisent pour gagner leur vie, comme le revenu fondé sur les salaires, l'agriculture, la pêche, la recherche de nourriture, d'autres moyens de subsistance fondés sur les ressources naturelles, le petit commerce, et le troc.
- **Parties prenantes (PP)** : Toute entité (personne, groupe, organisation, institution) concernée et potentiellement affectée par un projet ou en mesure d'influer sur un projet
- **Personne affectée par un projet (PAP)** : Toute personne qui est affectée de manière négative par un projet. Cela inclut la perte totale ou partielle, de façon temporaire ou permanente, de biens, de moyens de production, d'occupations, de ressources utilisées, ou d'accès à ces

ressources. On distingue deux types de personnes affectées par le projet (PAP), les personnes déplacées physiquement et les personnes déplacées économiquement.

- **Zone d'Utilité Publique (ZUP) :** zone définie par la DUP et au sein de laquelle les expropriations sont légalement possibles.
- **Zone d'empreinte du projet :** zone effectivement utilisée par le projet, elle comprend les servitudes, les carrières, les dépôts, les bas-côtés, les talus, les zones de protection et la route elle-même.

1 Introduction

Le MTPTC et la BID projettent la réhabilitation de la RN5. Initialement le projet prévoyait la réfection de la route de Carrefour Joffre jusqu'à Port-de-Paix. Il est aujourd'hui envisagé de prolonger les travaux jusqu'à Anse-à-Foleur (Route Nationale No. 5 entre Carrefour Joffre et Port-de-Paix, et Route Départementale No. 501 entre Port-de-Paix et Anse-à-Foleur). Les travaux seraient divisés en 4 tronçons, le premier de Carrefour Joffre à Gros Morne est réalisé sous l'entière responsabilité du MTPTC, les 3 derniers tronçons seraient mis en œuvre au travers du projet HAL1104 financé par la BID.

Des études initiales ont été réalisées, elles comprennent un design de la route jusqu'à Port-de-Paix de même qu'une EIES et un PAR pour chacun des trois tronçons de la RN5. Ces études demandent une actualisation et une mise en conformité avec les exigences de la BID en matière de politique sociale et environnementale.

Le présent document établit un Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5 qui définit les principes et objectifs pour les déplacements économiques et physiques des personnes affectées, détermine les méthodes de calculs des valeurs de compensation et d'expropriation à appliquer sur le projet et propose une stratégie de mise en œuvre qui devra se décliner sur chacun des tronçons concernés.

Le présent CAPAR a été développé sur la base des expériences de la BID et du MTPTC pour la réhabilitation de la route nationale 1, et d'études réalisées entre Carrefour Joffre et Anse-à-Foleur pour l'établissement d'une méthodologie d'évaluation des compensations.

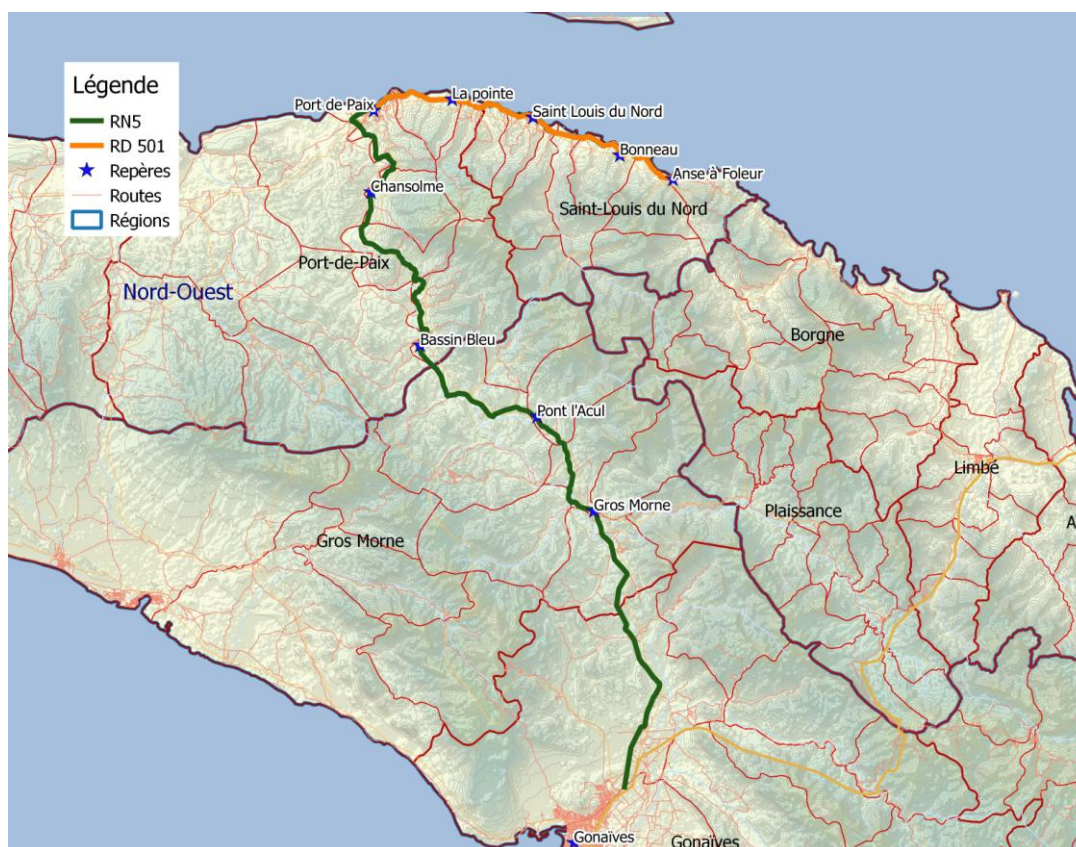


Figure 1 : Situation géographique de la RN5 (Carrefour Joffre - Port-de-Paix) et de la RD501 (entre Port-de-Paix et Anse-à-Foleur)

Le présent CAPAR permet de mettre en évidence les différences qui existent entre le cadre légal Haïtien et les standards internationaux désormais appliqués en la matière. Il représente pour le

MTPTC et pour l'Etat Haïtien une opportunité de mettre à jour son barème d'expropriation et de développer les nouvelles compétences nécessaires à la mise en application des standards sociétaux internationaux.

Le CAPAR garantit la juste compensation des personnes affectées et propose des mesures de rétablissement des moyens d'existence au travers de compensations non monétaires.

2 Contexte

2.1 Historique

Le gouvernement d'Haïti entend améliorer le réseau routier du pays. La RN5 relie Gonaïves à Port-de-Paix et des études préliminaires ont été réalisées en 2011. De 2011 à nos jours, le MTPTC a entrepris la construction des principaux ouvrages de franchissement de la RN5 (en se rappelant que pour la plupart ces ouvrages avaient été détruits par les cyclones de 2008, les autres étaient inexistants et les passages de rivières se faisaient à gué). En mars 2018, tous les ponts de Gonaïves à Port-de-Paix sont achevés, les travaux de construction du pont de Saint Louis du Nord et du pont d'Anse-à-Foleur sont en cours. Le MTPTC a également entrepris l'élargissement et la réhabilitation de la première partie de la route de Carrefour Joffre à Gros Morne.

Les infrastructures de transport représentent la plus large composante du portefeuille d'activité de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Dans le cadre du projet HA-L1104, la BID envisage initialement de financer, à la demande du gouvernement, la réhabilitation de la RN5 de Carrefour Joffre à Port-de-Paix et de la RD501 jusqu'à Anse-à-Foleur. En 2015, la BID et le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication (MTPTC) ont repris les études préliminaires afin d'y apporter les modifications suivantes :

- Le projet est scindé en trois tronçons : Carrefour Joffre à Gros-Morne (25 km), Gros-Morne à Bassin Bleu (21km) et Bassin Bleu à Port-de-Paix (25 km) ;
- Un volet Biodiversité et un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) viennent compléter le Plan de Gestion Environnemental et Social ;
- Un contournement de la ville de Gonaïves est proposé.

Une actualisation des études d'impact environnementales et sociales a été entreprise à partir de 2015 et finalisée en janvier 2017. Dans ce cadre, trois PAR ont été réalisés et finalisés en janvier 2017, pour chacun des trois tronçons définis plus haut. Il est aujourd'hui envisagé de poursuivre la réhabilitation au-delà de Port-de-Paix, jusqu'à Anse-à-Foleur. La traversée de Port-de-Paix n'est pas incluse dans le projet et donc dans le présent Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5 (CAPAR). Par ailleurs, le premier tronçon, de Carrefour Joffre à Gros Morne, n'est pas considéré dans le présent CAPAR, car il est entièrement sous la responsabilité du MTPTC et hors financement BID in fine.

En parallèle, la BID met en œuvre un projet de réhabilitation de la Route Nationale 1, de Gonaïves à Camp Coq (HA-L1098) depuis 2012. Les difficultés rencontrées pour la mise en place des travaux et en particulier pour les aspects de compensations et d'expropriations ont amené la BID et l'Unité Centrale d'Exécution des travaux (UCE), agence d'exécution du MTPTC, à revoir leur stratégie en matière de déplacements économiques et physiques involontaires.

Le présent Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5 vient proposer une stratégie harmonisée pour le développement des PAR et leur mise en œuvre pour la RN5. Il propose un mode opératoire conforme aux exigences de la loi haïtienne et aux normes de performance sociale de la BID.

Le CAPAR doit être approuvé par les autorités compétentes et engage les parties prenantes à sa mise en œuvre durant la réalisation du projet.

2.2 Description du projet

L'origine du projet est située à environ 3 km de l'est de Gonaïves au Carrefour Joffre, carrefour de la RN5 avec la RN1 reliant Port-au-Prince à Cap Haïtien. L'axe d'étude pour ce dossier s'étend sur environ 71 km et son extrémité Nord est située au début de Port-de-Paix, au carrefour de la route 151 vers Jean Rabel avec la voie d'entrée dans la ville en zone urbaine.

La route, construite dans les années 1920-1930, n'a pas fait l'objet d'un véritable entretien. Les dégradations sont généralisées et se sont amplifiées depuis 2008.

Toutefois, depuis 2011, le remplacement des radiers par des nouveaux ponts a été réalisé, suite à leur destruction après le passage en 2008, en quelques semaines à peine, de la tempête Fay, suivie des cyclones Gustave, Hanna et Ike. Les nouveaux ponts se trouvent aux points kilométriques suivants :

- PK 24+775 : Pont Mancel (sur tronçon Carrefour Joffre – Gros Morne)
- PK 32+850 : Pont Acul
- PK 55+975 & PK 56+380 : Ponts Contrée I et Contrée II
- PK 57+650 : Pont des deux Garçons
- PK 54+450 : Pont sur la NAN ROSIER
- PK 62+275, PK 62+420 & PK 62+620 : Les 3 ponts MOREAU.

Depuis 2015, les travaux de construction du pont de Saint Louis du Nord, de même que le pont d'Anse-à-Foleur sont en cours sur la RD501.

La route traverse des localités d'importance variable : Gros Morne, Canifice, Savane Carrée, Carrefour Tell, Bassin Bleu, Fond Papaye, Chansolme. Les travaux ne comprennent pas la traversée de Port-de-Paix mais traversent La pointe, Saint Louis du Nord, Bonneau et arrivent à l'entrée d'Anse-à-Foleur.

Les études définitives du tracé de la route sont en cours et seront livrées au cours du dernier trimestre de l'année 2018.

Dans le cadre de ce document, seuls les travaux de Gros Morne à Anse-à-Foleur sont couverts, et sont divisés en 3 tronçons distincts :

- Tronçon 1 : Gros Morne – Bassin Bleu
- Tronçon 2 : Bassin Bleu – Port-de-Paix
- Tronçon 3 : Port-de-Paix – Anse-à-Foleur (environ 26 km, axe non défini, point de départ et point d'arrivée à situer exactement)

2.3 Principaux risques en matière de déplacement

L'étude d'impact sociale et environnementale produite en 2017 indique que les déplacements économiques et physiques auront un impact négatif et qu'il est nécessaire de développer un PAR approprié pour les atténuer.

Une visite de cadrage du CAPAR a été réalisée sur le terrain en janvier 2018. Elle a permis d'identifier un certain nombre de risques sur les différents tronçons. A la suite de travaux

d'élargissement et de maintenance réalisés par le MTPTC sur la RN5, une visite de terrain a été réalisée en mai 2018. Elle visait à identifier les éventuels impacts sur les riverains.

- **Tronçon 1 : Gros Morne- Bassin Bleu**

Ce tronçon comprend un nombre important de jardins et résidences construites en bord de route. La largeur définitive adoptée pour les travaux définira l'amplitude des déplacements. Il est probable que la plupart des déplacements soient économiques et que les compensations portent essentiellement sur des pertes de clôtures et haie vives, de jardins et d'arbres.

Le PAR finalisé en janvier 2017¹ indique un total de 72 personnes et leur ménage affectées sur ce tronçon, pour un total de 9.132.289 HTG (soit environ 142 700 us\$)² de terres et biens perdus selon le barème utilisé à cette époque.

Le recensement des PAP et l'inventaire des terres et biens devront être actualisés. La visite de terrain réalisée en mai 2018 indique d'ores et déjà que le nombre de PAP est sous-évalué.

- **Tronçon 2 : Bassin Bleu – Port-de-Paix**

Ce tronçon, comme le précédent, est déjà relativement large et bordé de jardins et de résidences. La largeur de la route définitive définira l'amplitude des déplacements. Il est nécessaire de signaler à ce niveau la présence de plusieurs réseaux d'irrigation de plus ou moins grande taille qui longent ou traversent la route nationale.

Les travaux de réhabilitation de la route nationale devront comprendre la réhabilitation des ouvrages s'ils sont endommagés et des compensations en cas d'interruption de leur fonctionnement.

Le PAR réalisé en 2016³ indique un total de 127 ménages affectées sur ce tronçon, pour un total de 22.990.857 HTG (soit environ 359 200 us\$)⁴ de terres et biens perdus selon le barème utilisé à cette époque. On observe une densité d'habitats et d'activités plus importante que sur le premier tronçon.

Le recensement des PAP et l'inventaire des terres et biens devront être actualisés, ils ne prennent pas ici en compte les ouvrages d'irrigation et les conséquences de leur interruption.

¹ ce PAR fera l'objet d'une actualisation.

² taux adopté 1us\$ = 64 HTG

³ ce PAR fera l'objet d'une actualisation.

⁴ taux adopté 1us\$ = 64 HTG



Figure 2 : Photo d'un canal d'irrigation, Tiboucan

- **Tronçon 3 : Port-de-Paix – Anse-à-Foleur (environ 26 km)**

Ce tronçon présente deux parties relativement différentes. La route de Port-de-Paix à Saint Louis du Nord est relativement large mais est bordée d'un nombre élevé de constructions en dur et présente une forte densité de population. Un élargissement de la route sur cette partie demandera d'importantes compensations en matière d'infrastructures.



Figure 3 : La RD501 entre Saint Louis du Nord et Anse-à-Foleur

La partie reliant Saint Louis du Nord à Anse-à-Foleur est moins densément construite. En revanche la route y est plus étroite et est bordée de jardins créoles et de plantations, présentant donc une forte densité d'arbres et de cultures qui occasionnera d'importantes pertes pour les riverains.

L'étude d'impact ne couvre pas ce tronçon et aucun PAR n'a été réalisé à ce jour.

<i>Tronçon</i>	<i>Date du PAR</i>	<i>Nombre de ménages affectés selon le PAR</i>	<i>Estimation du budget</i>
<i>N°1 : Gros-Morne à Bassin Bleu</i>	2016	72	9 132 289 HTG (soit environ 142 700 us\$) ⁵
<i>N°2 : Bassin Bleu à Port-de-Paix</i>	2016	127	22 990 887 HTG (soit environ 359 200 us\$)
<i>N°3 : Port-de-Paix à Anse-à-Foleur</i>	aucun	PAR à réaliser Jusqu'à Saint-Louis : forte densité de population Après Saint-Louis : nombreuses plantations et jardins créoles	

Tableau 1 : Résumé des PAR élaborés

Les études de cadrage le long de la RN5 ont été réalisées en janvier 2018. Il n'est pas prévu l'actualisation de l'étude d'impact environnementale et sociale. Cependant, le bureau d'étude se permet de mentionner les risques en matière de sécurité occasionnés par les routes telles qu'elles sont conçues actuellement en Haïti.

Les principaux usagers de la route localement sont piétons, il serait important de prévoir, dès lors que la densité de population le justifie, des trottoirs, et dans tous les cas des accotements aménagés pour les piétons, notamment pour rejoindre les services publics et les centres d'intérêts économiques importants (écoles, dispensaires, églises, et les principales zones de production, bas-fond, terres irriguées.)

.....

⁵ taux adopté 1us\$ = 64 HTG

3 Cadre légal

3.1 *Cadre légal Haïtien*

La constitution haïtienne de 1987 reconnaît le droit de propriété dans son article 36. En particulier, l'article 36.1 stipule que « L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice [...] d'une juste et préalable indemnité déterminée à dire d'expert. [...] L'expropriation est effective à partir de la mise en œuvre du projet ».

L'article 36.5 précise que le droit de propriété ne s'étend pas au littoral, aux sources, rivières, cours d'eau, mines et carrières. Ils font partie du domaine public de l'Etat.

L'article 40, relatif au droit à l'information indique qu'il est fait obligation à l'Etat de donner publicité par voie de presse en créole et en français des lois, décrets, arrêtés, accords internationaux, traités et conventions.

3.2 *Lois portant sur les impacts environnementaux et sociaux*

La loi nationale en matière d'environnement en Haïti est le Décret portant sur la Gestion de l'Environnement et de Régulation de la Conduite des Citoyens et Citoyennes pour un développement Durable du 26 Janvier 2006. Une carence notable de cette loi est qu'elle ne codifie que les principes généraux et manque des détails nécessaires pour constituer un instrument juridique efficace avec force d'application. En conséquence, la mise en œuvre de procédures d'application des normes environnementales n'existe pas en Haïti. À cet égard, le Ministère de l'Environnement n'a pas encore établi les règlements qui s'appliquent aux études d'impact environnemental (EIE). Le décret vise entre autres, à prévenir et anticiper les actions susceptibles d'avoir des effets immédiats ou futurs sur la qualité de l'environnement, organiser une surveillance étroite et permanente de la qualité de l'environnement et le contrôle de toute pollution, dégradation ou nuisance, ainsi que la mitigation de leurs effets négatifs sur l'environnement et la santé humaine.

- Dans l'article 24, il est prévu des Commissions Techniques Interministérielles de Haut Niveau sur l'Environnement qui ont pour sigle COTIME. Elles sont présidées par le Directeur General du Ministère de l'Environnement ou, à défaut, par un cadre au rang de directeur du Ministère concerné par le thème traité par la Commission. Elles ont notamment pour rôle d'approuver les études d'impact environnemental si besoin est⁶.
- L'article 26 indique que les Collectivités Territoriales ont pour responsabilité de veiller à la mise en œuvre du plan d'occupation des sols, du plan d'aménagements physiques et à veiller à la protection et la réhabilitation des ressources naturelles.
- Le chapitre IV est consacré à l'évaluation environnementale. Le décret stipule à travers ses articles 56, 57, 58 et 59, que tous les projets susceptibles d'avoir des impacts négatifs sur l'environnement doivent faire l'objet d'une Etude d'Impact Environnemental.
- Dans cette optique, le Ministère de l'Environnement s'appuiera d'abord sur le Décret No 1989 codifiant les études d'impact sur l'environnement (EIE) qui dispose des

⁶ En 2015 le Bureau National d'Evaluation Environnemental a été mis en place avec l'appui du PNUD et de l'Union Européenne. Le BNEE est un organe techniquement déconcentré, qui a pour mission de promouvoir et de mettre en œuvre le Système national d'évaluations environnementales, dédié à l'analyse et à la prise en compte du facteur environnemental dans les politiques publiques de l'Etat haïtien, de manière transversale.

circonstances et conditions en vertu desquelles il est obligatoire de préparer une ÉIE. La législation nationale ne prévoit pas encore une catégorisation détaillée des projets et sous-projets devant faire l'objet d'une EIE. L'annexe du décret réglementant les EIE est relativement laconique, indiquant simplement une nomenclature de secteur d'activités. Il en est de même de la procédure de consultation et de participation du public ainsi que de la diffusion des informations relatives aux EIE⁷. En 2015, le MdE a publié un référentiel méthodologique pour les études d'impacts environnementales qui comprend un avant-projet de loi⁸.

- L'article 58 indique que la déclaration d'impact environnemental est soumise, par la personne intéressée, à la non-objection du Ministère de l'Environnement selon les procédures établies par ce dernier. De telles procédures tiendront compte en particulier de la nécessité d'institutionnaliser les audiences publiques en vue d'assurer la plus large participation de la population.
- L'article 64 précise que les services directs de surveillance sont de la compétence du Corps de Surveillance de l'environnement relevant du Ministère de l'Environnement.

Les textes ne prévoient pas de provision spécifique pour les impacts sociaux. Les modalités de mise en œuvre d'éventuelles mesures d'atténuations ne sont pas abordées.

3.3 *Le Décret du 22 septembre 1964*

Il (Moniteur du jeudi 24 septembre 1964) divise en ses Articles 1 et 2, le Domaine National en Domaine Public et Domaine Privé de l'État. Le Domaine Public est inaliénable et imprescriptible. Il consiste dans toutes les choses qui, sans appartenir à personne, sont, par une jouissance en commun, affectées au Service de la Société en général.

3.4 *La loi sur l'expropriation du 18 septembre 1979*

Elle abrogea celle du 22 Août 1951 et stipule en son article 1 : « L'expropriation pour cause d'utilité n'est autorisée qu'à des fins d'exécution des travaux d'intérêt général et constitue une cause essentielle, nécessaire et suffisante en matière d'expropriation forcée, la mission de service public affectant l'immeuble déclaré d'Utilité Publique pour l'exécution desdits travaux ».

La loi décrit les principes et procédures à appliquer :

- En son **article 3**, il est stipulé que « L'exécution de ces travaux divers devra obligatoirement être supervisée par le Département des Travaux Publics, Transports et Communications (DTPTC) en concertation avec tout organisme et institution intéressés et ne pourra être entreprise, qu'en vertu de l'Arrêté ou du Décret du Chef de L'Arrêté, qui en indiquera la délimitation ».
- **Art 5.-** La procédure d'expropriation pour cause de travaux d'utilité publique et d'intérêt général s'opère en deux phases, la première, de caractère purement administratif, a lieu par voie amiable. En cas d'échec de cette conciliation préalable et obligatoire, elle devient contentieuse à la seconde.

⁷ CADET, Farah, La législation haïtienne au regard de la protection de l'environnement: une analyse systémique (mémoire), 2006

⁸ https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/PID84835_PARC_Resume%20pr%20decideurs_cadre%20juridique%20EE.pdf

- **Art 12 et 13.-** Dans le but de concilier l'intérêt public avec ceux des particuliers, il est institué au Département des Travaux Publics, Transports et Communications, le Service Permanent d'Acquisition amiable des immeubles nécessaires à l'exécution des travaux d'utilité publique et d'intérêt général. Ce Service est composé d'un comité (Comité Permanent d'Acquisition – CPA) dont les membres sont:
 - Le Secrétaire d'Etat de TPTC ou son délégué.
 - Le Directeur du Service de Construction et de Supervision des Travaux Publics, Transports et Communications.
 - Deux ingénieurs des Travaux Publics, Transports et Communications spécialisés ou deux techniciens dans le domaine des travaux à entreprendre et un agronome.
 - Le commissaire du Gouvernement dans la localité ou son substitut.
 - Le président de la commission communale ou un membre de son conseil.
 - Un avocat consultant.
- **Art 14.-** Les activités du comité constituent un préliminaire indispensable à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Ce comité ne travaille qu'à temps partiel et ne fonctionne qu'en cas d'acquisition de terrains nécessaires à l'exécution des travaux d'utilité publique ou des difficultés survenues en matière de servitudes d'utilité publique.
- **Art 15.-** A compter de la publication de l'arrêté ou du décret du Chef de l'État ou de la loi déclarant l'immeuble ou la zone d'utilité publique, le Directeur des Contributions, sur la demande du Secrétaire d'Etat des Travaux Publics, Transports et Communications, invitera, dans un délai de trois jours, non seulement par un communiqué publié au journal officiel de la République, mais encore à l'aide des organes de la presse parlée et écrite, les propriétaires et occupants parcellaires ou non, à déposer dans les quinze jours, en son office, section du Service de son contentieux, leurs titres, pièces, plans et procès-verbaux d'arpentage de leurs immeubles pour la vérification de leur superficie et le contrôle de la qualité des parties.
- **Art 19.-** Le Directeur Général des Contributions, dans un délai qui n'excéderait point trois jours avec ses observations, fournira copie des déclarations des personnes susvisées ou de leurs représentants exprès ainsi que le dossier individuel de chaque cas.
- **Art 20.-** Dans les trois jours de la réception des dossiers par les Travaux Publics, Transports et Communications, le Secrétaire d'Etat, fera convoquer les propriétaires et les occupants des lieux, en vue de tenir une audience à jour et heure préalablement fixés et annoncés par la presse parlée et écrite pendant une semaine. Cette audience de caractère purement administratif, aura lieu chaque fois qu'il en est besoin ; elle sera exclusivement affectée aux négociations relatives aux aliénations amiables des immeubles déclarés d'utilité publique
- **Art 23 et 24.-** Si les propriétaires ou occupants acceptent le transfert amiable du bien de l'État, cet accord sera immédiatement constaté par le Comité. Il en sera dressé procès-verbal mentionnant les dires, les déclarations, les conclusions des parties et le montant du prix convenu. Cet accord vaut vente définitive et met fin à toute procédure entre l'État et les parties ou leurs ayants droit et tous autres intéressés. Le transfert amiable de l'immeuble devra, dans les quarante-huit heures, être notifié au Secrétaire d'Etat des Finances pour le montant de cette acquisition être payé dans un délai de quarante-cinq jours au moins, à compter de l'acte notarié qui le confirme. Cet acte sera signé du Secrétaire d'Etat des Finances et des Affaires Economiques, dûment autorisé à cet effet

par le Conseil des Secrétaires d'Etat et du vendeur ou de son représentant exprès dûment mandaté à cet effet.

- La loi prévoit le recours à un **jury spécial** désigné dans la présente loi est affecté exclusivement au rôle judiciaire de procéder à l'évaluation et à la fixation du montant de l'indemnité à payer aux expropriés en cas d'échec des négociations (article 28) entreprises pour l'acquisition des terrains déclarés d'utilité publique.

La loi prévoit également (articles 31 et 32) que toute privation ou atteinte réalisée à l'encontre d'un droit de propriété légitimement acquis est illégale et constitue un abus réparable au profit du propriétaire, à moins que l'Etat n'établisse avoir payé la contrepartie ou avoir fait l'acquisition de l'immeuble ou des lieux en payant une juste et préalable indemnité aux termes des dispositions de la présente loi. Toute occupation abusive ou arbitraire d'une propriété bâtie ou non sans contrat exprès et valable ou un jugement, tous travaux entrepris dans ces mêmes lieux sans l'autorité de la loi ou d'un contrat constituent une expropriation arbitraire justiciable du tribunal de police correctionnelle, punissables d'un emprisonnement de trois (3) mois à un an.

Enfin, la loi comprend deux aspects qu'il convient de souligner ici :

- **Art 37.-** Lorsque, par suite de l'exécution des travaux, l'immeuble est diminué de plus de 40% de son aire, s'il s'agit de terrain à faible contenance ou de 70% pour ce qui est des grandes surfaces, le propriétaire peut réclamer de l'Etat qu'il fasse l'acquisition de toute la propriété.
- **Art 49. Et 50. -** Le jury, pour évaluer l'immeuble et fixer l'indemnité à payer, doit retenir essentiellement la plus-value conférée à l'immeuble, le prix originaire de l'immeuble déclaré par son propriétaire au notaire ou relevé dans l'acte sous seing privé et la plus-value obtenue par l'immeuble et résultant de l'environnement. Le jury pour la fixation du montant de l'indemnité à payer à l'exproprié décidera qu'une valeur de 15% à 25% pour les petites propriétés, de 30% à 45% pour les grandes surfaces soit retenue au profit de l'Etat par prélèvement compensatoire.

3.5 *Evaluation des pertes et compensations*

Le CPA a produit un Manuel d'organisation, de fonctionnement et d'établissement de barème de prix pour l'indemnisation des propriétaires expropriés sur tout le territoire national. Il a été adopté en date du 14 décembre 2012 et réactualisé et mis en page en juillet 2013.

Le manuel établit précisément les modalités de traitement des dossiers et des critères d'évaluation des pertes et compensations. En substance, on retiendra :

- Les petites propriétés sont divisées en deux groupes afin d'appliquer plus justement la disposition de l'article 50 de la loi sur l'expropriation : a) Terrain inférieur à 149 m² et b) Terrain compris entre 150 m² et 399 m² ;
- Les grandes propriétés ou surfaces sont également divisées en deux groupes : a) Terrain compris entre 400 et 800 m² et b) Terrain supérieur à 800 m².
- Les montants à appliquer dans les Départements autres que celui de l'Ouest, le montant à indemniser pour la terre est de 1500 HTG dans le chef-lieu du Département, de 850 HTG dans les villes et de 500 HTG dans les zones rurales.
- Concernant les bâtis, le CPA établit une typologie de 14 catégories distinctes et une grille de tarifs unitaires au m² détaillées selon l'existence de fondation, murs, couverture, etc.

- Cette grille est assortie d'une règle de dépréciation selon la situation géographique. Dans l'intérieur du pays (sauf Port au Prince et Département de l'Ouest), les prix ci-dessus sont indexés des coefficients suivants :
 - Dans les chefs-lieux de Département, les prix à payer pour les bâtis sont indexés d'un coefficient multiplicateur de 0,80
 - Dans les autres villes des Départements du pays, les prix à payer pour les bâtis expropriés sont indexés d'un coefficient de 0,60
 - Dans les villages, les prix ci-dessus pour les bâtis expropriés sont indexés d'un coefficient de 0,45
 - Dans les zones rurales du pays, les bâtis expropriés sont indexés d'un coefficient de 0,40.
- La méthode inclut une dépréciation en fonction de l'âge du bâti, fixée comme suit : 10% inférieure pour les bâtiments ayant 20 ans d'âge, 20% aux bâtis ayant entre 21 et 30 ans d'âge, 30% pour les bâtis ayant entre 31 et 40 ans d'âge et 45% pour les bâtis ayant plus de 41 ans d'âge.

Aucune indication n'est fournie quant à la compensation des cultures et autres biens immeubles sur les terrains expropriés.

3.6 Normes de performances sociales de la BID

La BID est dotée depuis 1996 de politiques opérationnelles qui couvrent les mesures à appliquer concernant les aspects sociaux et environnementaux pour ses investissements. La Politique Opérationnelle OP-710 s'applique directement aux déplacements involontaires. Et fixe les principes et objectifs à respecter de même que les principales mesures à mettre en œuvre dans le cas de déplacement involontaires.

- Le premier principe porte sur la nécessité d'éviter autant que faire se peut les déplacements économiques ou physiques des populations.
- Les populations affectées doivent être impliquées et consultées dans le cadre de la mise en place du projet et du processus de déplacements ;
- Le déplacement doit être mis en œuvre comme une opportunité de développement pour les PAP et leur permettre d'atteindre une situation meilleure que leur état initial.
- Des critères justes d'éligibilité doivent être définis et appliqués en temps et en heure afin d'éviter les éventuelles spéculations ;
- Les compensations doivent être fournies au taux de remplacement des pertes occasionnées et des opportunités économiques doivent être proposées et mises en œuvre aux personnes ayant définitivement perdu leurs ressources.
- Les déplacements physiques doivent être réalisés en tenant compte d'un niveau de vie et de bien être acceptable et doivent considérer une amélioration des conditions d'habitat le cas échéant.
- La vulnérabilité des PAP doit être prise en compte et un accompagnement adéquat mis en place lorsque nécessaire.

L'OP-710 prévoit donc que des études suffisantes soient mises en œuvre afin d'établir une ligne de base des populations avant-projet (niveau socio-économique) et que soient réalisés des recensements et inventaires précis des PAP avant-projet.

Sur cette base un PAR doit être élaboré. Il indiquera notamment la date butoir qui doit être définie et annoncée publiquement à partir de la fin du recensement et des inventaires. La fixation de la date butoir doit permettre aux PAP qui ne seraient pas enregistrés un temps suffisant pour le faire et doit être suffisamment courte pour éviter les phénomènes de spéculation.

3.7 Comparaison du cadre national aux normes de la BID

Dans un certain nombre de cas, le cadre légal haïtien est en conformité avec les exigences de la BID en matière de réinstallation mais l'OP-710 va plus loin, notamment pour les aspects suivants :

- La loi haïtienne reconnaît le droit de propriété et l'exigence d'une juste et préalable compensation en cas de projet d'utilité publique, en revanche le cadre légal est restrictif et ne prend pas compte l'occupation et l'usage informel des biens immeubles.
- La loi haïtienne ne comprend pas de provision particulière pour la compensation des pertes agricoles et en arbres sur les terrains expropriés. Aucune grille d'évaluation n'est établie formellement.
- L'interruption temporaire ou définitive d'activité économique n'est pas reconnue ni compensée formellement par la loi.
- La publication de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) répond insuffisamment aux exigences de transmission de l'information et de publicité. Les audiences publiques prévues dans la procédure d'expropriations sont en revanche conformes aux principes de la BID et doivent être strictement appliquées.
- La publication d'une date butoir n'est pas précisée dans le cadre légal qui indique qu'à la publication de la DUP, les propriétaires doivent se déclarer d'eux-mêmes.
- La loi haïtienne porte sur l'indemnisation des personnes expropriées, elle ne s'étend pas à leur relocalisation.

En revanche, un certain nombre d'éléments du cadre légal national sont en contradiction avec les normes de performances sociales de la BID :

- Les barèmes proposés pour l'indemnisation des terrains ne tiennent pas compte des prix du marché et de la possibilité pour un PAP d'en acquérir un du même type ;
- Un prélèvement de 15 à 45% sur la valeur de terres est opéré à titre compensatoire au profit de l'Etat, contrairement au principe de compensation au prix de remplacement.
- La grille d'estimation de valeur des bâtis ne tient pas compte des prix du marché et inclut une dépréciation de 20 à 45% de la valeur du bien selon son âge qui est contraire au principe de compensation au taux de remplacement dans des conditions améliorées.
- Le cadre légal restreint le processus d'expropriation au CPA et exclut la participation des PAP à la définition et la mise en œuvre du processus.

4 Principes et objectifs de compensation

La réussite d'un PAR dépend de trois facteurs clés :

- **Une campagne d'information et de sensibilisation** concernant le Projet en amont de tous les travaux mais aussi tout au long du Projet afin de susciter l'adhésion des communautés affectées dès le début et de les impliquer directement dans la définition de leur avenir dans un environnement socio-économique qui sera modifié par la réhabilitation de la route ;
- **La création immédiate de mécanismes institutionnels effectifs au niveau local** (création de commissions locales) afin d'appuyer le projet dans la mise en œuvre, de faciliter la compréhension des PAP des différents mécanismes légaux et institutionnels et de contribuer à l'intégration sociale du projet.
- **La définition préalable des travaux (nature et emprise) et de leur calendrier pratique de mise en œuvre** (avec scénarii alternatifs et plans de continuité). Une des causes avérées d'échec d'un PAR, justement observée sur d'autres projets dans le pays est la mise en œuvre anachronique des actions de réinstallation en fonction de calendriers de travaux. Un PAR bien conçu mais mal exécuté constitue une menace considérable pour le Projet.

Sur la base du cadre légal haïtien et des exigences de la BID en matière de Réinstallation, les principes suivants sont retenus pour la mise en œuvre des PAR qui devront être développés dans la cadre de la réhabilitation de la route nationale 5.

4.1 Principes

Sept principes clés sont adoptés pour le développement et la mise en œuvre des Plans d'Action pour la Relocalisation :

- Les déplacements aussi bien physiques qu'économiques doivent être évités au maximum,
- Toute personne pouvant prouver sa propriété ou occupation paisible est éligible à une compensation pour les pertes occasionnées qu'il s'agisse de terre, de structure, d'agriculture, ou de toute autre activité économique.
- Le montant des compensations est établi sur la base d'un barème juste et équitable qui permet le remplacement effectif des biens perdus via la mise en œuvre du projet. Aucune dépréciation ne sera appliquée aux compensations et indemnités d'expropriation.
- Le recensement des PAP, l'inventaire des terres et biens affectés de même que le paiement des compensations doivent être préalables au début des travaux de terrassement.
- Les relocalisations doivent faire l'objet d'un accompagnement particulier des personnes affectées et un suivi doit permettre de vérifier leur bonne réinstallation. Lorsque le terrain est disponible et la densité de population à déplacer suffisante, une relocalisation sur des terrains bâtis peut être envisagée dans le PAR et faire l'objet d'un développement particulier (notamment concernant les terrains d'accueil).
- Les PAP seront consultés et partie-prenantes dans la mise en place du processus de compensation et d'expropriation.
- Un plan de restauration des moyens d'existence permettra d'accompagner les PAP au travers de compensations non-monétaires.

Ces principes doivent être respectés par l'ensemble des parties prenantes impliquées, en particulier le CPA, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, mais aussi tous les prestataires du projet, les entreprises de supervisions et de constructions incluses.

4.2 Eligibilité

Toute personne qui, du fait du Projet, perd des droits de propriété, d'usage, ou d'autres droits sur un bâtiment, des terres (résidentielles, agricoles ou économiques), des cultures annuelles ou pérennes, ou tout autre bien meuble ou immeuble, en totalité ou en partie et de manière permanente ou temporaire est considérée comme PAP. Parmi les PAP, on distingue les Personnes Physiquement Déplacées des Personnes Economiquement Affectées.

Sur la base des études socio-économiques menées dans les zones d'empreinte du Projet ainsi que de l'étude réalisée pour la définition d'une méthode d'estimation des pertes, les pertes suivantes sont considérées comme éligibles :

- Perte de terres : toute terre impactée durablement par le projet ;
- Perte de cultures annuelles ou bisannuelles (manioc, tarot, banane, canne, etc.) ;
- Perte d'arbres fruitiers : tout arbre fruitier planté ou spontané compris dans la zone d'empreinte ;
- Pertes d'arbres à valeur bois ou énergie : tout arbre spontané ou planté d'une taille supérieure à 2m présent dans la zone d'empreinte du projet.
- Infrastructures : toute structure construite dans la zone d'empreinte du projet.
- Activités économiques : toute activité économique qui subirait une interruption temporaire ou permanente en raison des activités du projet (fermeture d'une boutique, d'une menuiserie, etc.).

Afin de faciliter la relocalisation des PAP aussi bien économique que physique, les compensations suivantes seront également prises en compte :

- Indemnité pour déménagement et aide à la réinstallation : les personnes victimes d'un déplacement physique pourront recevoir une aide à la réinstallation. Cette aide comprendra un montant forfaitaire suffisant pour assurer les frais d'ouverture d'un compte.
- Assistance économique et restauration des moyens d'existence : les personnes dont les activités économiques seront impactées bénéficieront d'un plan d'aide économique ou Plan de Restauration des Moyens d'Existence qui leur permettra de recouvrer une situation similaire et préférablement améliorée.
- Accompagnement des plus vulnérables : les personnes et ménages les plus vulnérables recevront une assistance particulière dans la mise en œuvre du processus. En particulier, les équipes en charge de la réalisation des PAR s'assureront que ces personnes comprennent effectivement bien le processus, reçoivent l'assistance nécessaire pour se déplacer, effectuer les démarches administratives et financières nécessaires et qu'elles ne sont pas victimes ou abusées par des tiers durant le processus.

Type de perte	Propriétaire formel exploitant	Propriétaire formel non exploitant	Propriétaire sans papier exploitant	Propriétaire sans papier non exploitant	Occupant (locataire ou simple usager du sol)
Terres	Indemnité pour expropriation	Indemnité pour expropriation	Indemnité pour éviction	Indemnité pour éviction	non éligible
Cultures annuelles et bisannuelles	Compensation des pertes	non éligible	Compensation des pertes	non éligible	Compensation des pertes s'il est le cultivateur
Arbres fruitiers	Compensation des pertes	Compensation des pertes	Compensation des pertes	Compensation des pertes	Montant forfaitaire d'aide à la restauration de moyens d'existence
Autres arbres	Compensation des pertes	Compensation des pertes	Compensation des pertes	Compensation des pertes	Montant forfaitaire d'aide à la restauration de moyens d'existence
Interruption temporaire d'une activité économique	Montant forfaitaire d'aide à la restauration de moyens d'existence	non éligible	Montant forfaitaire d'aide à la restauration de moyens d'existence	non éligible	Montant forfaitaire d'aide à la restauration de moyens d'existence
Interruption permanente d'une activité économique	Montant forfaitaire d'aide à la restauration de moyens d'existence	non éligible	Montant forfaitaire d'aide à la restauration de moyens d'existence	non éligible	Montant forfaitaire d'aide à la restauration de moyens d'existence
Déménagement (logement affecté)	Assistance à la réinstallation	non éligible	Assistance à la réinstallation	non éligible	Assistance à la réinstallation
Bâti (processus d'expropriation)	Indemnité pour expropriation	Indemnité pour expropriation	non éligible	non éligible	non éligible

Tableau 2 : Matrice d'éligibilité

Chaque PAP peut cumuler différents types de pertes et peut donc être éligible à différentes compensations simultanément pour le même terrain ou encore pour différents terrains.

Les bâtis ne sont pas concernés par les compensations mais pris en charge au travers du processus d'expropriation mené par le CPA. Les PAP propriétaires d'un bâti mais non propriétaires du terrain seront indemnisés pour le bâti uniquement. Ils sont éligibles à l'indemnité de déménagement lorsque l'infrastructure affectée est leur logement. Un suivi particulier devra être proposé afin de s'assurer que les compensations permettent effectivement une réinstallation. Compte tenu de l'emprise du projet les cas de déplacement physiques devraient être limités.

4.3 Date butoir

L'éligibilité des PAP est déterminée à l'issue de la date butoir. A la fin du recensement et des inventaires, une liste consolidée et nettoyée est produite par le responsable du PAR. Cette liste doit être diffusée auprès des PAP et une période de 3 semaines sera accordée durant laquelle toute personne ayant des réclamations vis-à-vis de la liste pourra l'enregistrer :

- Modification du nom du PAP et de son identification ;
- Notification concernant une personne indument inscrite comme PAP ;
- Rajout d'un PAP en raison d'un oubli ou d'une erreur d'enregistrement.

Au-delà de cette période aucune modification sur la liste ne sera recevable.

La date butoir sera publiée au niveau des mairies, et des CASEC, les comités locaux en charge du suivi de la mise en œuvre des PAR seront impliquées et l'information sera créée le long de la route. Des messages seront diffusés à la radio.

Les listes feront en revanche l'objet d'une diffusion restreinte au niveau de certains membres du comité uniquement afin :

- De ne pas diffuser les noms des personnes susceptibles de recevoir une compensation ;
- De respecter une politique de protection des données individuelles ;
- D'éviter que des personnes mal intentionnées s'immiscent dans le processus et cherchent à profiter des personnes les plus vulnérables.

5 Modalités de compensation

Selon le type d'impact causé par le projet, différentes compensations doivent se mettre en place et s'articuler entre elles. Un PAP peut recevoir plusieurs compensations selon les biens qui sont affectés.

5.1 *Déplacements physiques*

Les déplacements physiques des personnes et des biens occasionneront la mise en œuvre de différents types de compensations :

- La compensation pour éviction : elle concerne **tous les terrains** et sera payée par l'équipe de compensation sur la base de 50% du barème proposé plus loin (les personnes bénéficiant d'un compte en banque seront compensées par transfert) ;
- Expropriation des terres : elle ne concerne que les terrains titrés et sera payée sous forme de chèque au travers du processus mené par le CPA. Le paiement, conformément au barème couvre les 50% restant du montant des terres (50% étant payés au titre de la compensation pour éviction) ;
- Les bâtiments : tous les bâtiments sont concernés, la compensation sera payée au travers du processus mené par le CPA.
- Assistance à la réinstallation physique : cette assistance sera fournie aux personnes dont la résidence est effectivement sur le terrain impacté. L'assistance sera fournie simultanément aux autres compensations ;
- Suivi et accompagnement : dans le cas spécifique des réinstallations il est nécessaire de s'assurer que chaque PAP concerné a bénéficié des compensations et indemnités qui lui sont dues et qu'elles ont permis sa réinstallation effective. La première mesure d'accompagnement proposée est un suivi rapproché de ces ménages. Les ménages qui trouveraient des difficultés ou qui n'ont pas pu se réinstaller au-delà d'un certain délai, pourront bénéficier d'une aide supplémentaire qui devra être évaluée au cas par cas.

De manière générale, la réinstallation physique des ménages se fera le plus souvent sous la forme de compensation monétaire versée sous forme de transfert/chèque (au travers du processus de compensation et du processus d'expropriation).

Chaque ménage aura la responsabilité de retrouver un espace qui lui convienne. Le projet devra s'assurer que chacun a effectivement pu le faire et fournira un appui supplémentaire le cas échéant. Afin de faciliter la réinstallation et de mettre en valeur des terrains situés un peu plus loin de la route, le projet pourra prévoir l'amélioration de voies d'accès existantes (chemins, pistes) en vue de faciliter la réinstallation. Ces travaux ne doivent pas créer de nouveau déplacement.

Un suivi strict des étapes de mise en œuvre sera observé afin de s'assurer que tous les ménages concernés soient effectivement réinstallés.

Dans le cas où des terrains seraient disponibles dans le domaine de l'état et que leur occupation permet une réattribution aux personnes déplacées, une relocalisation physique des PAP pourra être envisagée et incluse dans le PAR. Il faudra impérativement tenir compte :

- Du statut des terres d'accueils et de leurs occupants qui seront éligibles au même titre que les autres PAP ;
- De la distance avec les activités économiques et lieux de vie initiaux des PAP ;
- De la volonté des PAP et de leur engagement participatif dans le processus ;

- De la fourniture des services de base (en particulier l'eau, etc.).
- La reconstruction pourra se faire sur la base de plan type et d'une taille correspondant au nombre de personnes vivant dans le ménage affecté.

Compte tenu de la situation générale des abords de la RN5, les besoins de relocalisation physique apparaissent limités et il est probable que les compensations monétaires soient privilégiées. En effet, d'une part le nombre de personnes affectées par un déplacement physique devrait être très limité et les travaux ne devraient impacter que de relativement faibles portions des terrains riverains de la route nationale. D'autre part, les délais de mise en œuvre sont peu compatibles avec le développement d'une stratégie complète de relocalisation physique. Aussi, l'option de la relocalisation physique n'est pas intégrée au budget estimatif en fin de document.

Néanmoins, les Ministères des Travaux Publics (MTPTC) et des Finances (MEF) envisagent de réaliser une étude auprès des PAP afin de mesurer leur réceptivité leurs attentes et leur volonté concernant la réinstallation. Cette étude sera destinée à alimenter la stratégie du gouvernement concernant les réinstallations, dans le cadre de futurs projets.

5.2 *Déplacements économiques*

Les déplacements économiques sur le tracé de la route nationale 5 vont concerner différentes activités :

- **Activités agricoles** : la destruction des cultures fera l'objet d'une compensation monétaire délivrée à la personne qui la réalise.
- **Interruption des moyens de production agricole** : la perte d'accès aux moyens de production va occasionner des pertes pour un certain nombre d'agriculteurs. Les systèmes d'irrigation qui seront endommagés occasionneront des pertes de cultures ou des interruptions temporaires des moyens de production. Dans ce dernier cas, une compensation monétaire sera fournie.
- **Pour les locataires et occupants des terres** qui perdraient la possibilité d'exploiter des vergers, une indemnité forfaitaire est proposée qui leur permettra de couvrir leurs besoins durant une période transitoire.
- **Les arbres fruitiers et à valeur bois** : comme pour les activités agricoles, la compensation est prévue pour le propriétaire des arbres. Le gérant de la terre qui bénéficie habituellement de l'exploitation de ces arbres bénéficiera également d'une compensation monétaire forfaitaire.
- **Les autres activités économiques** : un certain nombre de boutiques, de commerces, de restaurants ou d'ateliers d'artisans sont présents dans la zone d'empreinte du projet. L'interruption de ces activités provoquera un manque à gagner qui sera compensé à la personne concernée.

Toutes les personnes affectées par un déplacement économique pourront bénéficier d'un appui non monétaire au travers du plan de restauration des moyens d'existence. Cette approche est relativement nouvelle en Haïti et en cours de mise en œuvre dans le cadre des travaux de réhabilitation de la RN1. Les PRME, abordés dans le chapitre ci-dessous, permettront d'approcher les impacts sur les activités économiques au travers de projets de développement et d'une approche projet.

Par ailleurs, tout déplacement économique fera systématiquement l'objet d'une compensation monétaire, payées par chèque ou par transfert. Les déplacés économiques pourront bénéficier en plus d'un appui non monétaire dans le cadre de la restauration des moyens d'existence.

5.3 *Restauration des moyens d'existence*

Le projet va causer la destruction de moyens de production, notamment agricoles, et de systèmes de culture parfois complexes (irrigation, jardins créoles, etc.).

En plus des compensations prévues et décrites ci-dessus, un Plan de Restauration des Moyens d'Existence (PRME) permettra la mise en œuvre de mesures d'accompagnement des ménages afin qu'ils retrouvent des niveaux de production équivalents ou supérieurs à la situation antérieure.

Le PRME comprendra :

- Une stratégie de ciblage qui permette de prioriser les actions en faveur des personnes directement affectées par le projet ;
- L'identification de micro-projets à caractère productif permettant le développement d'activités économiques et l'amélioration des moyens de production existants ;
- Les actions seront sélectionnées avec les PAP afin de refléter leurs besoins et leur motivation.
- Les projets seront généralement à caractère collectif afin de générer des retombées sur l'ensemble des riverains ;
- Les projets proposés pourront contribuer à la mise en œuvre du projet de route, sa durabilité et sa mise en valeur.

La mise en œuvre des projets doit contribuer à fournir sous forme non-monétaire un appui aux populations affectées en plus des compensations prévues. Ils sont l'occasion de fédérer les PAP autour d'activités communes et liées au projet de réhabilitation de la route.

5.4 *Suivi et encadrement des plus vulnérables*

Les personnes affectées par le projet présentent des niveaux de vulnérabilité contrastés. Si certains sont d'aisés propriétaires terriens qui sauront facilement appréhender le processus de compensation et d'expropriation, certains ne sont en revanche pas équipés du bagage éducationnel suffisant. Certains peuvent également être lésés du fait de handicaps physiques.

Le recensement des PAP permettra d'identifier les personnes les plus vulnérables sur la base d'indicateurs simples et vérifiables :

- Ménages dirigés par des personnes âgées (plus de 70 ans) ;
- Ménages dirigés par une personne handicapée ;
- Ménages comportant de nombreux handicapés physiques et/ou mentaux (plus de 30 % des membres) ;
- Ménages ne comportant pas ou peu d'actifs (moins de 20% d'actifs parmi les membres)

Ces ménages devront bénéficier d'un accompagnement et d'un suivi individualisé notamment aux étapes cruciales suivantes :

- Lors des audiences publiques : ils seront spécifiquement encadrés et bénéficieront d'explications supplémentaires si le besoin se fait sentir. La parfaite compréhension du processus et sa bonne appréhension par les PAP est un gage de réussite du projet.
- Lors de la vérification des listes de PAP : les personnes identifiées comme vulnérables seront rencontrées individuellement et leur statut vérifié avec les membres du comité.

- Lors de la signature de l'accord de compensation : des explications supplémentaires leur seront fournies afin de s'assurer de leur bonne compréhension. Si le nombre de personnes concernées est important, une séance spécifique pourra être organisée. Dans le cas contraire, ils seront accueillis en priorité.
- Lors de la réception des chèques : des explications supplémentaires leur seront fournies afin de s'assurer de leur bonne compréhension. Si le nombre de personnes concernées est important, une séance spécifique pourra être organisée et dans le cas contraire, ils seront accueillis en priorité.
- Une fois les compensations versées : un suivi sera réalisé spécifiquement afin de s'assurer qu'aucune personne mal intentionnée ne cherche à profiter de ces PAP.

5.5 Mesures visant à minimiser les risques liés à la compensation monétaire

La majorité des compensations et indemnisations sont versées sous forme monétaire (transfert ou chèque). Il est nécessaire d'accompagner les PAP dans le processus puisque nombreux sont ceux qui ne sont pas habitués à recevoir et gérer d'importantes sommes d'argent.

Quatre mesures principales sont proposées pour minimiser les effets adverses d'un paiement en argent :

- Il est nécessaire de réaliser les étapes d'audience publique, de signature des compensations et de remise des chèques au plus proche des lieux de résidence des PAP afin de minimiser les frais de transport et les risques encourus.
- Il est nécessaire de faciliter la perception des chèques auprès des institutions bancaires les plus proches disponibles sur le tronçon concerné. Les caisses locales seront abordées afin qu'elles puissent accompagner les PAP dans les démarches et éventuellement ouvrir de comptes.
- La présence des représentants de différentes institutions bancaires et l'organisation de modules spécifiques de sensibilisation à la gestion d'un compte et d'une épargne sont nécessaires. Ces séances seront très fortement recommandées aux PAP et elles seront organisées en parallèle de la signature des accords de compensation. Lors de la remise des chèques, les représentants des institutions bancaires disponibles présenteront également leurs services.
- Les PRME permettront de mettre en œuvre sur chaque tronçon des mesures de compensation non monétaire destinées à rétablir les moyens de production des populations affectées. Cette stratégie est relativement nouvelle. Elle est actuellement en cours de mise en œuvre dans le cadre des travaux de réhabilitation de la RN1.

Il serait également possible d'organiser un paiement échelonné des compensations, notamment lorsque les montants sont importants. Toutefois, les travaux réalisés sur la RN1 ont montré que cette solution était peu pratique pour différentes raisons : les PAP généralement ne le souhaitent pas, les banques sont éloignées et la perception d'un chèque demande un déplacement lourd pour les PAP et enfin, cette stratégie augmente les frais de logistique et alourdit la procédure. Théoriquement les montants des compensations pour ce projet devraient être plus bas qu'ils ne l'étaient pour la RN1, pour ces différentes raisons, un paiement en une seule fois est préconisé, tout en encourageant les PAP à ouvrir un compte en banque pour mieux gérer leur budget.

6 Evaluation des pertes et des compensations

Une méthode d'évaluation des valeurs des biens mobiliers et des différentes pertes qui peuvent être occasionnées le long de la RN5 lors des travaux de réhabilitation a été développée en février 2018.

L'étude a permis de réunir une importante documentation sur les prix et méthodes d'évaluation pratiquées en Haïti, de les comparer avec des relevés sur le terrain de proposer une méthode qui soit la plus juste possible et qui permette, conformément aux exigences de l'OP-710 de mesurer le coût de remplacement.

L'étude complète⁹ est présentée en annexe 1 du présent document et constitue un document de référence auquel le lecteur pourra se rapporter pour de plus amples détails. Une présentation de la méthode de calcul pour chaque bien impacté est proposée ici. La méthode présentée ici est simplifiée afin de faciliter la collecte des informations lors des inventaires et de réaliser un calcul des compensations facilement explicable aux populations affectées. Les barèmes présentés ici ont fait l'objet de discussion avec les principales parties prenantes et d'un accord entre elles.

Les tarifs proposés peuvent demander des précisions et une actualisation si les PAR devaient être élaborés et mis en œuvre plus d'un an après la validation du présent CAPAR. La prise en compte de l'évolution du taux d'inflation mais aussi des variations du taux de change entre la gourde haïtienne et le dollar américain pourront être pris en compte afin de refléter les répercussions sur les prix des denrées (et le budget des PAR lorsqu'il est exprimé en dollar américain). Les enquêtes pourront être réalisées en même temps que les inventaires.

6.1 La terre

L'estimation de la valeur de la terre est basée sur 3 aspects principaux : le type de terre selon une classification localement admise, sa situation et usage principal et le type de transaction ou son statut foncier.

On distinguera quatre types de terres agricoles dont la classification est communément admise dans la zone :

- Les terres « sèches » (*tè sèch*), des terres agricoles uniquement destinées à une mise en valeur de type pluvial (pas de possibilité d'irriguer les cultures),
- Les terres plus riches et souvent en altitude ou terres « fraîches » (*tè fre*) à haute valeur agricole cultivable toute l'année. Cette catégorie n'est pas ou peu représentée le long de la RN5.
- Les terres « arrosées » (*tè wouze*), des terres de plaines, situées plus généralement à proximité des berges des cours d'eau ou dans le lit majeur des rivières, qui ont un meilleur potentiel de rétention d'eau et qui ont la possibilité d'être irriguées (présence de puits « maraîchers » de faible profondeur directement sur les parcelles et/ou utilisation de motopompes).
- Les terres irriguées : des terrains « arrosées » qui ont bénéficié d'aménagements hydro-agricoles (généralement un cloisonnement des parcelles par des diguettes et un planage

⁹ Détail et justification des calculs pour la compensation des biens immeubles dans le cadre de la mise en œuvre du PAR de la RN5, Insuco, Avril 2018

des casiers complétés par un réseau de drainage, l'alimentation en eau étant assurée par une prise).

Il existe également des terrains impropres à l'agriculture. Il s'agit notamment des zones marécageuses, des affleurements rocheux susceptibles d'être retrouvés dans les zones de relief ou encore des zones d'éboulis. Ces derniers espaces peuvent toutefois présenter un intérêt pour l'exploitation des agrégats, sable ou roche, ou encore être utilisés comme espace de pâturage, et ne sont donc pas dénués de toute valeur.

La RN5 traverse des villes et bourgs relativement importants mais aussi des zones d'habitat plus dispersé. Une portion importante des terres situées le long de la route est destinée à la construction et a une valeur supérieure à de la terre agricole. Pour ces terrains un tarif unique est proposé.

Enfin, la valeur d'un terrain est également influencée par le type de transaction sous lequel il a été acquis. On distingue deux types :

- Les terrains acquis sous seing privé, ces terrains sont acquis entre particuliers, les transactions se font parfois sous le patronage d'un notable de la communauté ou d'un représentant local du CASEC.
- Les transactions sous acte authentique (c'est-à-dire dûment enregistrées par un notaire). On constate que les transactions sous acte authentique sont moins fréquentes dans les zones rurales les plus enclavées, tout simplement en raison de l'absence de services notariaux sur place.

Tous les détenteurs sont éligibles à une compensation, il est proposé que tous les terrains soient compensés à hauteur de 50% du barème au titre de la compensation pour éviction.

Dans un second temps, les terrains pour lesquels les personnes sont à même de présenter un **acte authentique** (processus habituel d'expropriation, mené par un notaire) reçoivent 100% du barème, soit les 50% restant.

Les enquêtes réalisées en février 2018 auprès d'acheteurs, de vendeurs, de notaires et de responsables de la DGI ont permis d'établir un barème détaillé mais relativement complexe. Dans un souci d'adéquation avec les pratiques existantes et d'une transition progressive vers un système plus respectueux des normes de performances sociales de la BID, le barème a été simplifié et rapproché du barème existant. Le tableau suivant donne le barème arrêté pour le projet :

<i>Type de terrain</i>	<i>Tarif de compensation avec acte authentique (HTG/m²)</i>	<i>Tarif de compensation sans acte authentique : éviction seule (HTG/m²)</i>
<i>Zone urbanisée (Villes secondaires et zones d'urbanisation discontinue (bourgs et hameaux)</i>	600	300
<i>Terre sèche</i>	140	70
<i>Terre arrosée</i>	200	100
<i>Terre agricole aménagée</i>	300	150
<i>Terre non cultivable et non constructible (marécage, roche)</i>	60	30

Tableau 3 : Grille d'estimation de la valeur des terres

6.2 Infrastructures

La méthode d'estimation de la valeur de remplacement est basée sur les coûts de construction, en fonction des différents types de matériaux communément rencontrés sur la zone du projet, des différents éléments du bâtiment.

La méthode proposée ici est donnée à titre indicatif et le CPA est libre d'appliquer ce barème qui permet l'évaluation objective de la valeur du bâti en tenant compte de son état (en construction, en ruine, etc.). En revanche, il est exclu d'appliquer une dépréciation à la valeur estimée des bâtiments, dans l'objectif de fournir aux PAP une valeur de remplacement qui permette effectivement la réinstallation.

- Pour les maisons d'habitation des valeurs sont attribuées à la fondation, au revêtement du sol, aux murs et leur finition et au type de toiture. L'estimation finale tiendra également compte de la qualité des huisseries et des installations électriques et sanitaires.

	Options	Unité	Taux (HTG/unité)
Fondation	Maçonnerie de roches dont la hauteur totale est inférieure à 4 pieds (1,2m)	m ²	1 085
	Maçonnerie de roches dont la hauteur totale est supérieure à 4 pieds (1,2m)	m ²	2 294
Sol	Chape de béton lissé	m ²	1 311
	Chape de béton brut	m ²	749
	Sol en bois (planches et/ou bois ronds)	m ²	578
Mur	Sol carrelé	m ²	A déterminer
	Blocs de ciment non crépis	m ²	3 467
	Blocs de ciment crépis	m ²	3 766
	Maçonnerie de roches non crépis	m ²	971
	Maçonnerie de roches crépis	m ²	1 416
	Feuilles de cocotier / Tiges de bambou	m ²	461
	Planches en bois (palmiste)	m ²	1 924
	Mur clissé brut	m ²	796
	Mur clissé avec enduit (argile ou ciment)	m ²	913
	Feuilles de tôles	m ²	958
	Bâches plastiques	m ²	592
	Option 1 : Installation électrique	m ²	565
	Option 2 : Peinture intérieure et/ou extérieure	m ²	141
	Option 3 : Taxe sur la construction	m ²	50
Toit	Toiture végétale	m ²	471
	Toiture en feuilles de tôles	m ²	913
	Dalle en béton armé	m ²	2 671
	Bâches plastiques	m ²	180
	Fenêtre en bois simple	unité	550
	Fenêtre vitrée	unité	4 500
	Porte en bois simple	unité	1 467
	Porte en bois ouvré / importée	unité	4 438
	Porte en feuilles de tôle	unité	1 261

Tableau 4 : Grille d'estimation des coûts de remplacement des bâtiments

- Pour les clôtures et haie vives, un tarif est proposé par mètre linéaire qui tient compte des matériaux utilisés (haie vives, murs de clôture en béton, en matériaux végétaux tressés, etc.) et de la présence ou non de portail. Les haies vives ne sont pas couvertes par le système d'expropriation mais comme compensation. Leur compensation est incluse dans le chapitre arbres à valeur bois et énergie.

- Les constructions utilisées pour l'élevage et l'agriculture ont fait l'objet d'une estimation particulière (poulailler, pigeonnier, grenier).
- Les sépultures et caveaux sont catégorisés en trois types (caveau à un seul niveau, à deux niveaux et sépulture individuelle).
- Les installations sanitaires recouvrent les puits, les fosses septiques (ou simples fosses maçonnées) et les réservoirs d'eau. Leur valeur est estimée sur la base du volume de fouille et des matériaux utilisés pour les stabiliser et aménager.

La grille suivante sera utilisée pour estimer le coût de remplacement des infrastructures :

Autres structures	Unité	Taux (HTG/ unité)
Clôture : piquets de bois et fil barbelé	mètre linéaire	206
Clôture : haie-vive (incluse dans la grille des compensations et non des expropriations)	mètre linéaire	91
Clôture : feuilles de cocotier tressées / matériel végétal tissé	mètre linéaire	200
Clôture : feuilles de tôles	mètre linéaire	596
Clôture : maçonnerie de roches et/ou blocs de ciment	mètre linéaire	5 814
Portail : simple en feuilles de tôles	Unité	2 385
Portail : double en feuilles de tôles	Unité	3 029
Portail : double en fer forgé	Unité	22 500
Poulailler / pigeonnier	m ²	3 245
Sépulture : Caveau sur 2 niveaux	m ²	12 035
Sépulture : Caveau sur 1 niveau	m ²	11 578
Sépulture : Tombe individuelle	m ²	5 300
Puits rond simple non étayé	mètre linéaire	813
Puits rond étayé en maçonnerie de roches	mètre linéaire	5 228
Fosse rectangulaire non étayée	m ³	225
Fosse rectangulaire étayée	m ³	1 270
Assise latrine en béton	Unité	1 238
Réservoir d'eau enterré ou semi-enterré	m ³	48 333
Dalle en béton armé (avec ou sans couvercle)	m ²	6 796
Simple chape de béton	m ²	1 303

Tableau 5 : Grille d'estimation des valeurs de remplacement des autres infrastructures

Il convient de noter une fois encore qu'une révision des tarifs doit être envisagée, en particulier si les PAR des différents tronçons devaient être mis en œuvre dans plus d'un an.

6.3 Les cultures agricoles annuelles et bisannuelles

La méthode proposée repose sur la construction d'une typologie des méthodes culturales. On retiendra quatre systèmes :

- Les monocultures (en particulier riz, banane, canne à sucre, etc.) ;
- Les systèmes de cultures associées avec une grande dominante ;

- Les systèmes de cultures associées avec une à deux autres cultures secondaires dominantes ;
- Les systèmes maraichers ;

Culture	Revenus cycle (HTG/ha)	Base de compensation, arrondie à la dizaine supérieure (HTG/m ²)	Prise en compte du coût de travail du sol, compensation totale (HTG/m ²)
Maïs	41 000	20	30
Riz	136 992	20	30
Sorgho / Petit Mil	65 625	20	30
Canne à sucre	225 000	30	40
Arachide (Pistache)	142 000	20	30
Pois & haricots divers	104 250	20	30
Banane	540 000	60	70
Cultures maraîchères (chou, courge, oignon, patate, gombo, carotte, tomate, aubergine, etc.)	429 341	50	60
Cultures associées	Une seule culture secondaire	Revenus x 30 % de la culture secondaire	
	Deux cultures secondaires (culture n°1)	Revenus x 15 % de la culture 1	
	Deux cultures secondaires (culture n°2)	Revenus x 15 % de la culture 2	

Tableau 6 : Grille d'estimation des valeurs de remplacement des cultures annuelles

La grille des valeurs de remplacement présentée ci-dessus est construite sur la base des rendements habituellement observés dans le pays et dans la zone de même que les prix des produits sur le marché (en particulier durant les périodes où ils sont les plus élevés, notamment pour les céréales).

Les calculs des compensations sont établis comme suit :

- Les rendements monétaires de l'agriculture paysanne en Haïti sont relativement faibles, un seuil de 20 HTG/m² est arrêté afin de permettre un niveau de compensation significatif ;
- Dans le même souci, la base de compensation est arrondie à la dizaine supérieure ;
- Le montant final de compensation inclut une somme de 10 HTG/m² correspondant au travail du sol¹⁰ ;
- Lorsque le système de culture comprend une culture secondaire dominante, 30% du montant de la compensation de cette culture est ajouté à la compensation.
- Lorsque le système comprend deux autres cultures dominantes, 15% du montant correspondant à la deuxième culture dominante et 15% du montant correspondant à la troisième culture dominante sont ajoutés à la compensation.

¹⁰ Estimation réalisées à partir des enquêtes menées le long de la RN5 en février 2018, une moyenne e 9,9 HTG a été calculée pour différents cultures.

6.4 Les arbres fruitiers

Comme les autres biens considérés dans cette étude, l'indemnisation des cultures pérennes se doit d'être calculée sur la base de leur valeur de remplacement : le rendement moyen annuel de production est ainsi multiplié par le prix de détail de la production et par le temps nécessaire pour qu'un arbre atteigne son niveau de production adulte. Il existe surtout dans la région des arbres isolés, plus rarement des vergers ou de véritables plantations d'un seul tenant. Aussi pour chaque culture, le rendement est ramené à un arbre et non pas à une unité de superficie.

Compensation pour la perte des revenus générés par l'arbre = $C = (P \times R \times D) \pm CP$, avec

P = Prix de détail du produit récolté (en HTG/kg)

R = Rendement annuel moyen d'un arbre (en kg/arbre)

D = Durée nécessaire pour qu'un arbre atteigne son rendement adulte

CP = Coûts de mise en place de la culture, dans le cas des cultures plantées (en HTG)

Les enquêtes réalisées en février 2018 ont permis de construire une grille harmonisée d'estimation de la valeur des compensations sur la base des revenus généralement dégagés de l'exploitation de ces arbres et des estimations des coûts de culture.

	Culture		Jeune non productif	Jeune productif et/ou "déclinant"	Adulte en conditions optimales
Citron	Sitwon	<i>Citrus augustifolia / aurantifolia</i>	9 923	16 538	22 050
Orange amère	Zoranj	<i>Citrus aurantium</i>	1 645	2 741	3 655
Orange douce	Zoranj	<i>Citrus sinensis</i>	9 817	16 361	21 815
Chadèque	Chadek	<i>Citrus grandis</i>	4 929	8 216	10 954
Arbre véritable	Lam veritab / Toupie	<i>Artocarpus altilis (sans noyau)</i>	7 989	13 314	17 753
Arbre à pain	Labapen	<i>Artocarpus altilis (avec noyau)</i>	4 893	8 154	10 873
Avocat	Zaboka	<i>Persea americana</i>	7 903	13 172	17 563
Cerisier / Acérolier	Seriz	<i>Malpighia punicifolia</i>	3 560	5 933	7 910
Cocotier	Coco / Kokoyé	<i>Cocos nucifera</i>	9 861	16 435	21 913
Manguier francique	Mango fransik	<i>Mangifera indica</i>	7 458	12 431	16 574
Manguier fil	Mango fil		3 942	6 570	8 760
Manguier divers	Mango		6 291	10 485	13 980
Quenepier	Kenep	<i>Melicoccus bijugatus</i>	7 263	12 105	16 140
Papayer	Papay	<i>Carica Papaya</i>	1 739	2 899	3 865
Cachiman	Kachiman	<i>Annona reticulata</i>	2 171	3 619	4 825
Pomme-cannelier	Pomkanel	<i>Annona squamosa</i>	1 650	2 750	3 666
Corossolier	Kowosol	<i>Annona muricata</i>	1 757	2 929	3 905
Cacaoyer	Kakawo	<i>Theobroma cacao</i>	609	1 014	1 353
Tamarinier	-	<i>Tamarindus indica</i>	7 742	12 904	17 205
Goyavier	Gwayav	<i>Psidium guayava</i>	1 252	2 087	2 782
Calebassier	-	<i>Crescentia cujete</i>	1 304	2 174	2 898

Tableau 7 : Estimation de la valeur de remplacement des arbres fruitiers (HTG/pied)

La grille ci-dessus tient compte de trois catégories d'arbres :

- **Arbre adulte en conditions optimales de développement**, dont la production atteint ou dépasse le rendement théorique ;
- **Jeune non productif planté depuis plus d'un an et pas encore entré en production** (compensation = 45 % de la valeur de compensation d'un adulte) ; et
- **Jeune productif et arbre « déclinant »** (cas le plus fréquent) : arbre n'ayant pas encore atteint son niveau de production maximal, ou à l'inverse arbre dont le niveau de production n'est pas ou plus optimal en raison de son âge, des conditions pédoclimatiques, de dégâts divers, de problèmes parasitaires ou encore d'une trop forte compétition avec les arbres environnants (compensation = 75 % de la valeur de compensation d'un adulte).

Certains arbres fruitiers ne sont pas inclus dans la grille du fait de la faible valorisation des fruits (*zamann* par exemple). Leur valeur est estimée sur la base de la production bois, plus avantageuse pour les exploitants que la valeur fruit.

6.5 Arbres à valeur bois et énergie

L'estimation des arbres à valeur bois et énergie est établie sur la base d'une classification des arbres en quatre catégories principales :

- **Groupe 1** : Cette catégorie ne réunit que deux types d'arbres, le chêne et l'acajou. Ils sont considérés comme des essences de qualité supérieure et sont utilisés préférentiellement pour la confection de meubles et d'objets.
- **Groupe 2** : Onze espèces ont été identifiées dans ce groupe (cèdre, frêne, bois jaune, sapin, filao, eucalyptus, *tcha-tcha*, *zamann*, acacia, mombin et laurier). Elles sont également valorisées comme bois d'œuvre, et les arbres de ces espèces sont donc susceptibles d'être débités en planches et madriers puis revendus sur les marchés de bois des différentes localités.
- **Groupe 3** : Les espèces du groupe 3 sont uniquement valorisables comme bois de service (bois ronds) et/ou comme bois énergie (bois de chauffe ou carbonisation). Il est probable que certaines essences ligneuses aient été omises de la liste générale. Par défaut les essences non répertoriées qui pourraient être identifiées lors des futurs inventaires rejoindront ce sous-groupe.
- **Groupe 4** : On y regroupe trois espèces particulières, largement utilisées lors de la construction de divers bâtiments, mais dont le mode de commercialisation diffère des catégories précédentes : le bambou est vendu exclusivement comme bois de service par tige (ou douzaine de tiges), et le latanier et le palmiste sont généralement vendus sur pied puis débités au gré des besoins lors de la réalisation de maisons clissées ou bien encore pour tresser des chaumes de toit.

Le tableau suivant présente les espèces ligneuses rencontrées classées selon les 4 groupes présentés ci-dessus.

	Nom usuel en français	Nom créole	Nom scientifique
Groupe 1	Acajou	Kajou peyi	<i>Swietenia mahogany</i>
	Chêne	Chèn / Chenn	<i>Catalpa longissima</i>
	Cèdre / Acajou amer	Sèd / Kajou Sèd	<i>Cedrela odorata</i>
Groupe 2	Frêne	Fwenn	<i>Simaruba glauca</i>
	Bois jaune	Bwa jon	<i>Chloroptera tinctoria</i>
	Sapin	Pen / Bwa pen	<i>Pinus occidentalis</i>
	Filao / Pin d'Australie	Pich pen / Krispen	<i>Casuarina occidentalis / equisetifolia</i>

	Eucalyptus	Kaliptis	<i>Eucalyptus sp</i>
	Tcha-Tcha	Tchatcha / Bwa nwa	<i>Albizia Lebbeck</i>
	Saman	Saman	<i>Samanea saman</i>
	Acacia	-	<i>Acacia lutea</i> , <i>Acacia sp</i>
	Mombin	Monbin	<i>Spondias mombin L.</i>
	Laurier	-	<i>Ocotea leucoxylon</i>
Groupe 3	Bois blanc	Bwa blan	<i>Phyllostylon brasiliensis ou</i> <i>Simarouba officinalis</i>
	Flamboyant	Flanbwayan	<i>Delonix regia</i>
	Nim	Nim	<i>Azadirachta indica A. Juss</i>
	Lila	Lila	<i>Melia azedarach</i>
	Sucrin	Pwa dou	<i>Inga vera</i>
	Bayahonde	Bayawonn (Bayahonn)	<i>Proposis juliflora</i>
	Bois capable	Bwa kapab, kapab	<i>Schæfferia frutescens Jacq.</i>
	Bois pelé	Bwa pelé	<i>Colubrina arborescens</i>
	Bois rouge	Bwa wouj	<i>Guarea perrottetiana / guidonia</i>
	Bois trompette	Bwa twompèt	<i>Cecropia peltata</i>
	Gaiac franc	Gayak	<i>Guaiacum officinale / sanctum</i>
	Amandier	Zamann	<i>Terminalia catappa</i>
	Caimite	Kayimit	<i>Chrysophyllum cainito</i>
	Cassia	Kasya	<i>Cassia sp.</i>
	Bois d'orme	Bwa dòm	<i>Guazuma ulmifolia</i>
Groupe 4	Bambou	-	
	Palmiste	Palmis	<i>Roystonea regia</i>
	Latanier	-	<i>Sabal causerum</i>

Tableau 8 : Classification des variétés rencontrées en 4 groupes

La valeur des arbres est estimée d'après leur volume lui-même calculé à partir de son **diamètre** à 1,5 m du sol et de sa **hauteur utile** (soit la distance qui sépare le niveau du sol et le niveau d'insertion de la première grosse branche). Trois calculs sont réalisés :

- **Volume du fût (en m³)** = H x (D/2)² x π, avec

D = diamètre du tronc à au moins 1,5 m du sol (en m)

H = hauteur utile de l'arbre (en m)

C'est à partir du fût que l'on extrait le bois scié qui est commercialisé par la suite comme bois d'œuvre. Le ratio moyen entre le volume du fût et le volume du bois scié atteint en général 60 %, toute espèce de bois confondue. Le volume de bois scié peut donc être estimé ainsi :

- **Volume extrait après sciage (en m³)** = Volume du fût x 0,6 = H x (D/2)² x π x 0,6

Le volume moyen de bois qui reste après le prélèvement du bois d'œuvre (y compris le bois fort¹¹ contenu dans les branches au-dessus du fût) atteint environ 70 % du volume initial du fût, soit :

- **Volume de bois restant (en m³)** = Volume du fût x 0,7 = H x (D/2)² x π x 0,7

¹¹ Seules les chutes de sciage et le volume de « bois fort » des branches, soit le volume des branches recoupées à 22 cm de circonférence (environ 7 cm de diamètre), sont pris en compte lors du calcul de ce ratio « volume bois restant / volume du fût ». Ce ratio varie considérablement d'une espèce à une autre, mais également d'un arbre d'une espèce à un arbre de la même espèce, selon l'âge des arbres, leurs conditions de croissance respectives etc. Toutefois un ratio unique et applicable à toutes les essences rencontrées est préféré afin de faciliter et d'homogénéiser les calculs de compensation.

C'est ce volume qui peut être valorisé en bois énergie une fois que le volume valorisable en bois d'œuvre a été prélevé.

Des enquêtes auprès de professionnels des filières bois et charbon et sur les marchés ont permis d'établir une grille de valorisation des arbres.

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
Arbres de moins de 2m de haut	0	0	0	0
Arbres de moins de 10cm de diamètre à 1,5 m	228	228	228	na
Diamètre de 10 à 30 cm à 1,5 m	2000	2000	2000	na
Diamètre de 30 à 60 cm à 1,5 m	12000	8400	5700	na
Diamètre de plus de 60 cm à 1,5 m du sol	$V_{\text{fût}} \times 0,6 \times 16740 + V_{\text{fût}} \times 0,7 \times 4954$	$V_{\text{fût}} \times 0,6 \times 9990 + V_{\text{fût}} \times 0,7 \times 4954$	$V_{\text{fût}} \times 1,3 \times 4954$	na
Bambou (par tige)	na	na	na	55
Palmiste et latanier	na	na	na	3000

Tableau 9 : Grille d'estimation des valeurs de remplacement des arbres en HTG par pied

La collecte des données devra tenir compte des aspects suivants :

- Seuls les arbres et arbustes de plus de 2 m de haut sont inventoriés ;
- Pour tous les arbres dont le diamètre à 1,5 m du sol est inférieur à 10 cm (circonférence inférieure à 30 cm), on établit un tarif forfaitaire basé sur la valorisation en bois énergie du volume utile d'un arbre de 10 cm de diamètre et dont la hauteur utile atteint 4,5 m (hauteur utile moyenne rencontrée lors des enquêtes sur les arbres dans la zone d'étude).
- Pour tous les arbres dont le diamètre à 1,5 m du sol est compris entre 10 cm et 30 cm (circonférence comprise entre 30 cm et 1 m), on établit un tarif forfaitaire basé sur la valorisation en bois énergie du volume utile (volume du fût x 1,3) d'un arbre de 30 cm de diamètre et dont la hauteur utile atteint 4,5 m.
- Pour tous les arbres des groupes 1 et 2 (essences valorisables comme bois d'œuvre) dont le diamètre à 1,5 m du sol est compris entre 30 cm et 60 cm (circonférence comprise entre 1 et 2 m), on établit un tarif forfaitaire basé sur la valorisation en bois d'œuvre du volume extrait après sciage (volume du fût x 0,6) et la valorisation en bois énergie du volume restant (volume du fût x 0,7) d'un arbre de 50 cm de diamètre et dont la hauteur utile atteint 4,5 m.
- Pour tous les arbres du groupe 3 dont le diamètre à 1,5 m du sol est compris entre 30 cm et 60 cm (circonférence comprise entre 1 et 2 m), on établit un tarif forfaitaire basé sur la valorisation en bois énergie du volume utile (volume du fût x 1,3) d'un arbre de 50 cm de diamètre et dont la hauteur utile atteint 4,5 m.

- Pour tous les arbres des groupes 1, 2 et 3 dont le diamètre à 1,5 m du sol dépasse 60 cm (circonférence supérieure à 2 m), on relève lors des inventaires le diamètre et la hauteur utile réelle de l'arbre et on valorise le volume utile de bois selon qu'il s'agisse de bois d'œuvre et/ou de bois énergie.
- Pour tous les arbres du groupe 4, on fixe un tarif forfaitaire par unité qui reflète la réalité du marché dans la zone d'étude.
- Pour les euphorbes utilisées en haies vives (*candelab*, *gwo neg*, *ti-blanc*, *kadas*, etc.) un prix est donné par mètre linéaire et estimé sur la base du temps nécessaire à son établissement (mise en place et entretien la première année), un montant de 91 HTG / m linéaire est retenu.

6.6 Allocation de déménagement et réinstallation

Pour les personnes affectées qui devront être déplacées physiquement une allocation est établie qui permet aux ménages concernés de financer leur déménagement et de se loger durant une période suffisante à la reconstruction d'un logement.

L'allocation est forfaitaire, son calcul est basé sur les éléments suivants :

- Une journée de location d'un pickup en vue de réaliser le déménagement = 3000 HTG
- 4 mois de loyers afin de couvrir une éventuelle période de transition entre les deux logements = 4x 1500 HTG = 6000 HTG
- Un montant forfaitaire destiné à couvrir les frais de déplacement et d'ouverture d'un compte, à hauteur de 5000 HTG

Le montant forfaitaire de l'allocation de déménagement et de réinstallation est arrêté à 15.000 HTG.

Les propriétaires des bâtiments qui ne sont pas propriétaires du terrain sur lequel il est construit seront éligibles à une indemnité de déménagement si leur infrastructure sert de logement.

6.7 Compensation pour interruption de l'activité économique

Les travaux peuvent interrompre temporairement au moins trois grands types d'activités :

- Les déplacements de boutiques ou d'ateliers d'artisans provoqueront leur fermeture pour une durée plus ou moins longue, nécessaire à la réinstallation généralement sur le même terrain à la fin des terrassements menés par l'entreprise de construction. Dans ce premier cas, et compte tenu de la diversité des activités ou des types de boutiques présentes, une indemnisation forfaitaire unique est proposée à toutes les personnes concernées. Le forfait est calculé sur la base du salaire moyen d'un instituteur en Haïti pour une durée de 1 mois, soit un montant de 16.500 HTG¹².
- Distillerie de clairin : un certain nombre de distilleries sont présentes le long de la route et susceptibles d'être déplacées. Il n'est pas possible de proposer à ce stade un montant forfaitaire d'indemnisation pour l'interruption d'activité. Un calcul des pertes réelles devra être réalisé au cas par cas.

¹² La grille salariale publiée en janvier 2015 fait état d'un salaire de base de 13.000 HTG à 20.000 HTG selon le niveau d'étude.

- L'interruption des systèmes d'irrigation du fait d'intervention sur les zones parcourues par des canaux et drains : les travaux de réhabilitation peuvent être plus longs que ceux de terrassement de la route. La perte d'une saison agricole doit donc être prise en compte. Un forfait représentant 3 mois de salaire d'un instituteur sera donc considéré pour toute personne éligible, soit un montant de 49.500 HTG.
- La perte d'activité des locataires exploitant des arbres fruitiers donne lieu à une indemnité basée sur un mois de salaire d'un instituteur (16,500 HTG). Elle est destinée à couvrir les besoins durant une courte période de transition.

7 Mesures opérationnelles

Ce chapitre regroupe les mesures qui doivent être prises pour développer et mettre en œuvre les PAR sur les différents tronçons. Ce chapitre comprend :

- Un descriptif détaillé des étapes à mettre en œuvre, il est complété par un chronogramme détaillé (feuille de route) indicatif donné en annexe 2 ;
- Un descriptif du montage institutionnel et de la répartition des rôles et responsabilités des différentes parties prenantes pour chacune des étapes.
- Un descriptif du système de communication et la mise en place d'un système de gestion des plaintes et griefs simple et accessible à tous.
- La description du système de suivi et évaluation du CAPAR et des PAR pour chaque tronçon.

Le dispositif tel que décrit dans ce chapitre représente un cadre qui pourra être adapté à chaque tronçon en fonction des particularités qui y seront identifiées lors de l'élaboration des PAR.

7.1 Description des étapes de mise en œuvre

La mise en œuvre de la politique de réinstallation telle que décrite ici doit suivre les étapes suivantes :

- La validation du Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5;
- Déclaration d'utilité publique : publication officielle de la DUP et délimitation de la zone d'utilité publique (notamment sur le tronçon qui n'en a pas encore fait l'objet – Port-de-Paix à Anse-à-Foleur) ;
- Finalisation du design détaillé de la route ;
- Sélection de l'entreprise responsable des travaux et de la supervision ;
- Implantation du projet : la zone exacte affectée par le projet doit être délimitée physiquement sur le terrain et sur support électronique ;
- Développement d'un PAR exécutif pour chaque tronçon : sur la base du PAR et du CAPAR, un recensement exhaustif des PAP et un relevé parcellaire doivent être réalisés. Un inventaire des biens, cultures et plantations doit être inclus ;
- Mise en place d'un dispositif local de communication ;
- Montage des comités locaux et publication des listes : une date limite est annoncée, permettant de définir une période durant laquelle les PAP peuvent contrôler la présence de leur nom et éventuellement demander une modification. Il est interdit de réaliser de nouveaux investissements ou implantations durant cette période ;

- Légalisation des listes : les listes de terrains et des propriétaires sont fournies au notaire selon le schéma prévu afin qu'il procède à un contrôle des titres. Un juge de paix est saisi pour constater l'occupation du bâti (pour tout occupant) ;
- Préparation des chèques/transferts et paiement des PAP pour les terrains titrés et les bâtis ;
- Préparation des chèques/transferts et paiement des pertes d'activités économiques, de cultures, de plantations et le déménagement ;
- Accord d'un délai raisonnable pour le déplacement des populations ;
- Démarrage d'un programme de restauration des moyens d'existence ;
- Démarrage des travaux (destruction des maisons, saisie des terrains, etc.).
- Suivi et clôture du processus.

Chacune des étapes décrites ici fait l'objet d'un développement ci-après, une feuille de route est proposée en annexe 2.

7.1.1 Validation et appropriation du Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5

Le Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5 concerne le projet dans son intégralité. Il détermine la stratégie de développement des PAR et leur mise en œuvre. Le CAPAR doit être revu et validé par les autorités responsables de la mise en place du projet.

La validation du CAPAR engage formellement les parties sur les modalités de mise en œuvre spécifiques à ce projet. Toutes les parties prenantes devront s'y référer à l'heure de développer et mettre en œuvre les PAR. Le CAPAR établit des propositions pour la mise en œuvre des compensations qui respectent le cadre légal haïtien mais qui vont au-delà, conformément aux exigences de la BID en matière de responsabilité sociétale. Le CAPAR ne concerne que le présent projet et sa validation reste strictement limitée à une mise en œuvre dans le cadre de la réhabilitation de la route nationale 5. Il constitue néanmoins une base de travail solide pour une adaptation dans le cadre d'autres projets d'infrastructures. Le présent CAPAR représente une opportunité pour les institutions en charge de la mise en œuvre du projet pour différentes raisons :

- Le CAPAR permet de donner un visage humain et social à la politique d'investissement de l'Etat et de prendre en considération les besoins spécifiques des PAP ;
- Il permet de développer des stratégies plus justes d'estimation des pertes occasionnées par les travaux ;
- Il permet de former les équipes à un niveau d'exigence de plus en plus demandé et imposé par les grands bailleurs de fonds, en particulier la Banque Mondiale et la BID.

La BID et le MTPTC doivent approuver le CAPAR. L'ordonnateur du CPA et le responsable de l'Unité qui sera en charge de mettre en œuvre le projet de réhabilitation de la route doivent en prendre connaissance et le viser. Son approbation doit engager les différentes structures en charge dans la mise en œuvre et le respect de la politique décrite.

7.1.2 Déclaration et publication de la DUP

La déclaration d'utilité publique occasionne la publication de la zone d'utilité publique définie pour le projet. A compter de cette date il est possible de réaliser l'inventaire des terrains et des biens. Toutefois, pour éviter un travail supplémentaire et assurer une bonne intégration sociale du projet, il est recommandé d'attendre la finalisation du design de projet pour démarrer les inventaires.

La déclaration d'utilité publique est prise par arrêté présidentiel. La DUP n'est pas caduque, elle peut être révoquée par un nouvel arrêté présidentiel.

Une DUP a déjà été publiée et concerne les sections de routes entre Carrefour Joffre et Port-de-Paix. Il est possible qu'une actualisation de cette DUP soit nécessaire. La publication d'une DUP est nécessaire pour les sections de Port-de-Paix à Anse-à-Foleur.

Théoriquement à compter de la publication de la DUP il est interdit de réaliser des transactions et/ou des travaux de construction, des percements de routes etc. dans la Zone d'Utilité Publique (ZUP).

7.1.3 Mise en place d'un plan de communication

Durant la phase de développement des PAR par tronçon, le dispositif institutionnel et les mesures opérationnelles pour assurer une bonne communication entre les parties prenantes doivent être mis en place.

Cette étape va comprendre :

- La présentation et explication aux parties prenantes du CAPAR et du processus à mettre en œuvre pour le développement des PAR puis leur mise en œuvre ;
- La mise en place de comités locaux qui serviront de relais de communication avec les PAP, permettra l'intégration des acteurs au niveau local et facilitera la diffusion de l'information. Ces comités faciliteront la mise en œuvre du processus, depuis la réalisation des inventaires jusqu'à la clôture des compensations.
- La mise en place du système de gestion des doléances : dès le début du processus le système doit être mis en place afin de collecter à temps les doléances. Un traitement rapide et efficace d'une doléance permet d'éviter son aggravation et élargissement. Ce processus est détaillé au chapitre 8.
- Intégration aux cahiers des charges des entreprises de supervision et de construction des éléments indispensables qu'ils doivent prendre en compte en matière de gestion sociétale et de réinstallation. En particulier, l'entreprise de supervision doit s'assurer que les terrains sur lesquels elle autorise des travaux font effectivement l'objet d'un accord d'expropriation et /ou de compensation.

7.1.4 Finalisation du design de la route nationale

Le design finalisé permet de réaliser un marquage physique de l'empreinte totale du projet et de définir avec exactitude quels seront les terrains et les bâtis affectés par le projet.

Dès le design final approuvé, un marquage doit être réalisé. Le marquage peut être physique et implanté par l'équipe du projet ou son/ses contractants. Il doit également être fourni sur support électronique (shape file, kml, etc.).

Le marquage est réalisé sous la responsabilité du maître d'œuvre du projet, il doit être visible et inclure toute la zone affectée par le projet.

7.1.5 Réalisation des recensements et inventaires

Une fois le projet clairement délimité, le recensement des PAP et l'inventaire des biens et des terres doivent être réalisés. Il est recommandé que :

- Des séances d'information soient organisées dans chaque localité avant les opérations d'inventaire. La participation de tous les PAP au processus d'inventaire sera sollicitée afin de faciliter leur enregistrement.

- Le marquage des terrains et des bâtiments soit réalisé par l'équipe de l'UCE. Deux équipes travailleront en parallèle l'une en charge du côté droit de la route et qui attribuera des codes pairs, l'autre en charge du côté gauche de la route et qui attribuera les codes impairs.

Le marquage des terrains peut également être réalisé par l'entreprise en charge des inventaires ce qui permettrait de simplifier le processus et de l'accélérer.

- Le système de code soit simple. Tous les terrains seront codifiés de TV0000 à TVXXXX pour les terrains vides. Le code ne comprend aucune barre, aucun tiret, aucun point et aucun espace.
- La codification pour les terrains bâtis suit le même principe et sera codifiée de TB0000 à TBXXXX. Chaque bâtiment recevra un code unique identique à celui du terrain et suivi d'une lettre si le nombre de bâtiments est supérieur à 1 (ex : TB0001A et TB0001B).
- Les relevés topographiques exhaustifs soient réalisés en parallèle à l'enquête socio-économique des PAP et l'inventaire. Les relevés topographiques sont réalisés par l'UCE.
- Une équipe indépendante réalise les inventaires et le recensement des PAP, tronçon par tronçon (il est proposé à ce stade que les équipes en charge des relevés des inventaires prennent également les mesures des terrains et des bâtiments afin de constituer une base de vérification des relevés topographiques et bâtimétriques).
- Les PAP absents pourront être représentés par un parent, un voisin ou toute personne capable de répondre au questionnaire. Toutefois ces informations seront vérifiées ultérieurement afin de les valider avec l'intéressé.
- Le CPA sera mobilisé immédiatement à la fin des relevés topographiques et des enquêtes socio-économiques. Il pourra réaliser sur le terrain un contrôle des données recueillies et finaliser une base de données pour les expropriations pour effectuer les mesures officielles des terres et des bâtis.

Les enquêtes de recensement et d'inventaire doivent comprendre les indicateurs socio-économiques suffisants au suivi. Sur cette base, un indice de vulnérabilité peut être construit qui combine les principaux indicateurs. Son relevé au début et en fin de projet permettra de vérifier l'impact du projet sur les conditions de vie et de travail des personnes affectées.

7.1.6 Annonce de la date butoir

Dès les enquêtes de recensement et d'inventaire achevées, une date butoir doit être déclarée. Cette date butoir doit faire l'objet d'une annonce publique, il s'agit d'une date au-delà de laquelle la liste des personnes affectées et les inventaires ne pourront plus être contestés.

La date butoir doit être affichée là où les PAP peuvent la lire. Elle doit être annoncée à la radio et au travers des relais communautaires mis en place par le projet. La date butoir sera fixée à 3 semaines à compter de la date de finalisation des listes de PAP (la date butoir est publiée pour chaque tronçon).

Lors de l'annonce de la date butoir, des séances de travail doivent être organisées avec les comités locaux afin de réviser les listes des personnes et des terrains impactés afin de les valider localement, à travers un procès-verbal signé de l'ensemble des membres du comité.

Idéalement les annonces de date butoir seront réalisées en même temps que les audiences publiques prévues par le CPA et le cadre légal.

7.1.7 Validation des listes de PAP et du PAR précis pour chaque tronçon

Au niveau local, les listes des PAP seront imprimées et distribuées aux membres du comité. Les membres du comité ne feront pas une large diffusion des listes mais réaliseront un contrôle avec chacune des PAP sur la zone qu'ils connaissent le mieux.

La validation des listes doit être effectuée durant la période allant jusqu'à la date butoir. Au-delà la révision des listes ne sera plus possible (sauf en cas de décès). Le jour de la date butoir, le comité local dressera un procès-verbal pour formaliser les modifications demandées.

Cette même liste doit être intégrée au niveau d'un PAR qui sera présenté et validé par les parties prenantes (en particulier, le CPA, l'UCE et la BID). Le PAR se base sur le CAPAR mais indique précisément quelles sont les personnes impactées, fixe un budget détaillé et établit un chronogramme précis de mise en œuvre. Les éléments clés du PAR doivent être rendus accessibles aux PAP afin de s'assurer de leur participation et compréhension du processus.

7.1.8 Exécution des PAR

La mise en œuvre du PAR est réalisée par plusieurs entités distinctes qui se coordonnent et se complètent (cf. mesures opérationnelles, Montage institutionnel).

- Réalisation du calcul des compensations pour chaque PAP : sur la base des listes et de la base de données constituées, un calcul des compensations pour chaque PAP sera réalisé. La base peut être programmée sur un logiciel de base de données, être géo-référencée etc.
- **Sur la base des calculs réalisés, un Accord de Compensation sera réalisé pour chaque PAP. L'accord signalera l'abandon par le PAP de ses droits sur les éléments compris sur les terres impactées. L'accord couvrira la compensation pour perte de terre sur la base du tarif des transactions réalisées sous seing privé. Il sera signifié aux PAP qu'une procédure parallèle sera réalisée par le CPA et qui permettra de couvrir les compensations en matière d'infrastructures et les 15% supplémentaires prévus pour les terrains bénéficiant d'un enregistrement légal auprès d'un notaire et de la DGI.**
- Chaque accord sera signé par les PAP. Les signatures seront organisées dans chaque localité importante traversée par la route. Durant les séances de signature, les institutions bancaires seront conviées et auront l'occasion de présenter leurs institutions mais également de diffuser une information simple sur les concepts de gestion financière et d'épargne. L'orthographe des noms et prénoms, de même que les numéros de pièces d'identité doivent faire l'objet d'une vérification précise pour chaque PAP au cours de la séance de signature des accords. Un exemple d'Accord de Compensation est donné en annexe 4.
- Les accords sont ensuite signés par l'unité en charge de l'exécution du projet. La liste des noms corrigés est compilée et transmise à une banque qui réalisera des chèques de banque ou des transferts conformément aux accords. Le cas échéant, l'unité en charge de l'exécution du projet réalisera les transferts ou les chèques.
- Dans le cas où les paiements sont effectués par chèques, ils seront distribués au cours de séances organisées pour chaque localité. Les séances seront organisées pour couvrir 200 PAP maximum par jour afin de fluidifier la distribution et d'éviter les désordres.

En parallèle, le CPA organisera la réalisation des expropriations conformément au cadre légal en vigueur.

- Des audiences publiques seront réalisées au niveau de chaque localité afin de présenter le processus d'expropriation et d'expliquer la différence avec le processus de compensation. Il est important que les PAP comprennent à ce stade que les montants qu'ils perçoivent sur l'indemnisation des terres ne sont pas complets et que le restant dû ne sera payable que sur validation par un notaire des pièces nécessaires. **Ces audiences publiques devraient être organisées en même temps que les annonces de date butoir et la distribution des listes pour vérification aux comités locaux.**
- Sur la base des relevés actualisés et validés par les équipes de terrains, une évaluation des indemnités pour expropriation sera réalisée pour chaque PAP concernée.
- Une liste des terrains pour chaque tronçon sera envoyée au notaire préalablement sélectionné en accord avec le commissaire du gouvernement.
- Une équipe du CPA et un juge de paix seront mobilisés dès la validation des listes afin de procéder à une reconnaissance de propriété des bâtiments le nécessitant. Les PV seront transmis au CPA par le Juge de Paix puis aux notaires concernés.
- Le notaire, après vérification des pièces transmettra les listes des personnes, terrains et bâtis éligibles à une indemnité d'expropriation.
- Le CPA transmettra la liste après vérification à l'UCE qui procédera au paiement selon la même stratégie que pour les compensations. **Le paiement concernera donc les 15% de la valeur des terrains dont la propriété est sanctionnée par un titre, ainsi que les indemnités pour les bâtiments.**

Pour chaque tronçon, la procédure se répétera jusqu'à épuisement de la liste de PAP. Si toutefois un nombre de PAP ne pouvait être joint, un compte sera ouvert par le projet et provisionné à hauteur des compensations et indemnités d'expropriation dues. Ce montant sera bloqué sur le compte durant une période de 10 ans à compter de la date de l'audience publique. Cette période est prévue par la loi, si aucune revendication n'a été présentée, le bien est acquis à l'État par prescription. Le reliquat bloqué sur le compte sera reversé au bailleur de fond.

Les données des expropriations doivent être mises régulièrement à disposition par le CPA et les notaires auprès de l'opérateur PAR afin qu'il puisse consolider la base de données informatisée de suivi des opérations.

7.1.9 Développement et mise en œuvre des PRME

La réalisation des compensations dans le contexte de réinstallation involontaire, uniquement sous forme monétaire, est déconseillée. La mise en place de PRME pour chaque tronçon permettra de proposer des mesures d'accompagnement non monétaires qui contribueront à la restauration des moyens d'existences.

- Développement des PRME : pour chaque tronçon un document présentera la situation sociale et économique précise des PAP. Le document établira une liste préliminaire de projets qui pourraient être mis en œuvre pour restaurer les moyens d'existence. Ces projets sont identifiés avec les PAP au cours de séances de travail le long de la route. Les projets identifiés doivent avoir en priorité un objectif économique, des retombées sur le plus grand nombre de PAP et être réalisables dans les enveloppes budgétaires prédéfinies dans les PAR.
- Validation des PRME : les PRME peuvent être considérés comme des éléments du PAR et devront donc suivre le même système d'approbation par les PP du projet (y compris les services techniques concernés). Les PRME doivent présenter les mesures opérationnelles pour leur mise en œuvre.

- Sélection des projets : sur la base des propositions établies, les équipes du PAR et les populations affectées vont sélectionner les projets à mettre en œuvre.
- La mise en œuvre pourra être sous-traitée à des organisations locales ou des ONG. Idéalement la contractualisation passera par l'opérateur du PAR afin de fluidifier le processus.

7.1.10 Suivi puis clôture du processus

L'ensemble du processus doit faire l'objet d'un suivi rigoureux, des PAP, des bases de données, des actes engageant les parties prenantes entre elles et des montants engagés et versés à chaque étape.

Un outil de suivi technique et financier unique sera proposé à partir de la base de données des PAP recensées et permettra à tout moment de vérifier l'état de chaque dossier, les montants dus et versés à chaque PAP et le taux d'exécution des compensations et expropriations.

Les outils de suivis seront dotés d'une interface cartographique qui permettra de visualiser l'état de libération des espaces sur la route.

Une enquête de suivi des PAP ayant perçu leurs compensations et indemnités sera réalisée afin de vérifier leur bonne réinstallation.

Au niveau individuel, le processus sera considéré comme provisoirement clos lorsque les PAP auront perçu l'ensemble des montants dus. Il sera considéré comme définitivement clos à l'issue de l'enquête de suivi et de l'approbation d'une enquête externe d'évaluation et d'audit.

7.2 Dispositif opérationnel et distribution des rôles et responsabilités

Le développement et la mise en œuvre des PAR repose, d'un point de vue opérationnel sur le CPA d'un côté en charge des expropriations, et sur un opérateur privé recruté par le projet (représenté par l'UCE) pour les compensations. Des comités locaux assurent la transmission des informations depuis le terrain et vers le terrain de même que la participation effective des PAP.

En annexe 2, une feuille de route indique le déroulement du processus étape par étape et indique quelle entité est responsable.

7.2.1 Vue d'ensemble

Le montage institutionnel peut être décomposé du niveau national au niveau local comme suit :

- **Au niveau national**

Le MTPTC porte le projet, il approuve le CAPAR et assure son respect par les entités impliquées sur le projet.

La BID finance le projet, impose le respect de son cahier des charges en matière de politique sociale et environnementale et en vérifie le respect sur le projet.

- **Au niveau projet**

Le CPA approuve le CAPAR et s'engage à le mettre en œuvre en collaboration avec les autres parties prenantes. Le CPA est responsable de la mise en œuvre des expropriations et d'un suivi harmonisé avec le processus de compensation. Le CPA assure un contrôle des données recueillies sur le terrain auprès des PAP.

L'unité en charge de l'exécution du projet assure la maîtrise d'œuvre du projet. Elle déploie une unité de topographie pour réaliser les marquages des terrains et bâtis et prendre les mesures. Elle recrute un opérateur privé pour assurer le développement des PAR et leur mise en œuvre. L'unité en

charge de l'exécution du projet suit et contrôle le travail du constructeur et du superviseur, elle s'assure du respect de leurs cahiers des charges et des aspects sociaux liés à la réinstallation. Le paiement des compensations est réalisé par l'unité en charge de l'exécution du projet à la demande de l'opérateur en charge des compensations.

Un opérateur privé (responsable PAR) est recruté pour développer et mettre en œuvre les PAR. Il est responsable de réaliser les recensements et inventaires, d'impliquer la population dans le processus, de valider les listes avec les parties prenantes et de manière générale respecter le CAPAR. Il assure la bonne signature des ententes, organise la distribution des chèques, développe et met en œuvre les outils de suivi.

L'entreprise de supervision des travaux doit assimiler les exigences en matière de politique sociale et de réinstallation. Elle doit se tenir informée du processus et ne peut autoriser les travaux que sur les espaces dument libérés. Elle observe et notifie tout manquement de la part de l'entreprise de construction et intègre dans ses rapports toute action qui affecte les riverains.

L'entreprise de construction réalise les travaux en tenant compte des exigences de la BID en matière de réinstallation, ces aspects sont prévus dans son contrat. Elle doit réaliser un rapport pour tout dommage occasionné par les travaux sur les riverains et leurs biens.

- **Au niveau local**

Les comités locaux jouent un rôle central dans le processus au niveau communautaire. Ils sont composés de représentants des CASEC et ASEC préférablement résidant le long du projet, de PAP et de notables reconnus dans la zone. Les comités sont un intermédiaire privilégié entre les populations affectées et le projet. Occasionnellement, aux étapes clés de la mise en œuvre des PAR, un Juge de Paix et un représentant de la mairie seront associés au comité afin d'assurer la légalité des actes et décisions prises. Les comités ont notamment la responsabilité de valider les listes de PAP sur les tronçons qui les concernent et de mobiliser les populations affectées. Les membres des comités assurent l'enregistrement des doléances.

Les mairies, de même que les CASEC et ASEC doivent recevoir une information régulière et participer au processus de mobilisation des PAP. Elles maintiennent un contact régulier avec les comités et en facilitent le travail lorsque nécessaire.

Les Notaires sont sélectionnés par le CPA et le commissaire du gouvernement. Ils sont en charge de la vérification des pièces et titres justifiant de la propriété des personnes et terrains à exproprier. Les notaires sont mobilisés afin de répondre promptement aux demandes du projet et de faciliter la mise en place du processus d'expropriation.

Les Juges de Paix sont impliqués auprès du CPA pour assurer la reconnaissance de propriété des bâtis. Ils établissent des constats d'occupation paisible des bâtis permettant le paiement des indemnités d'expropriation. Ils peuvent également être sollicités pour légaliser la représentation d'un mandataire au nom d'un tiers.

7.2.2 Les comités locaux

Les comités locaux et leurs rôles sont formalisés à la signature d'une entente entre le Projet et le comité. Un modèle d'entente est fourni en annexe 3.

- **Composition des comités**

Les comités sont composés de 5 membres :

- Un CASEC, un ASEC, un notable reconnu dans la zone et deux représentants des PAP. Les CASEC et ASEC doivent être résidents dans la zone impactée par le projet et sont sélectionnés sur cette base.

- Le notable (on entend par notable une personne de référence dans la zone qui recueille la confiance des gens et peu porter leurs intérêts) qui n'est pas nécessairement résident dans la zone directement affecté (il n'est pas forcément une PAP). Il doit être reconnu par les riverains comme digne de confiance et capable de représenter leurs intérêts auprès du projet. La sélection du notable se fera sur la base d'enquêtes préalables qui détermineront une liste de notables parmi lesquels un vote sommaire permettra d'identifier la personne la plus plébiscitée.
- Les deux représentants des PAP seront sélectionnés sur le même principe. Ils doivent avoir une bonne connaissance des personnes résidant le long de la route, ils doivent être appréciés des riverains, ils doivent savoir lire et écrire. Ils doivent être suffisamment mobiles pour assurer la mobilisation des PAP le long de la route et participer aux interventions. Les représentants des PAP seront sélectionnés en des points différents du tronçon afin de couvrir l'ensemble de la zone. Ils seront sélectionnés au travers d'un sondage rapide des populations riveraines.

Le comité sera complété d'un Juge de Paix et d'un représentant de la mairie lors des réunions formelles. Le représentant de la mairie assurera le lien entre la collectivité et les comités, le Juge de Paix assurera la légalité des actes et décisions prises par les comités.

- **Rôle des comités**

Le comité local est un élément clé du dispositif. Il assure la bonne participation des PAP et la communication avec le projet. Il doit assurer 5 tâches principales :

- Le comité représente les PAP et s'assure de leur bonne foi auprès du projet ;
- Le comité joue un rôle de médiation et de négociation entre les PAP et le projet ;
- Le comité mobilise les PAP lors des opérations de recensement, d'inventaire, de signature des accords ou de distribution des chèques.
- Le comité vérifie auprès des PAP leur présence dans les listes des personnes affectées et valide les listes ;
- Les membres du comité enregistrent les doléances et transmettent la situation du dossier au PAP concerné.

Le comité peut être amené à réaliser d'autres activités à la demande des PAP ou en fonction des besoins du projet.

- **Prise en charge des comités**

Il est reconnu que la charge de travail nécessaire pour que les membres du comité puissent jouer leur rôle effectivement demande une certaine prise en charge. La prise en charge sera assurée par l'opérateur en charge du développement et de la mise en œuvre des PAR.

Afin d'harmoniser les pratiques sur l'ensemble du projet, la prise en charge est proposée comme suit :

Un montant forfaitaire de 3000 HTG payé à chaque membre permanent du comité par mois à compter de la mise en place du comité. Ce paiement est conditionné à la participation effective des membres aux activités du comité et constatée par les équipes de mise en œuvre du PAR. Le paiement est réalisé à la fin du mois à la réception d'un bref rapport d'activité dont le formulaire est annexé à la convention qui lie le projet au comité (Annexe 3).

Membre	Montant
Représentant de la Mairie	1500 HTG

Juge	1500 HTG
CASEC / ASEC	1250 HTG
Représentant des PAP	1000 HTG

Tableau 10 : Prise en charge de la participation des membres du comité aux réunions formelles

Un montant forfaitaire sera payé en plus aux membres des comités lors des réunions formelles et sur signature d'une feuille de présence. Ces montants sont destinés à prendre en charge le transport des membres et sont établis dans le tableau ci-dessus.

7.3 Communication et consultation des parties prenantes

La communication et la participation des parties prenantes sont essentielles à la bonne mise en œuvre des PAR. Plusieurs éléments clés de communication doivent être prévus et mis en place :

- Une information régulière sur le projet est déclinée localement auprès des populations affectées par les équipes du projet et les membres des comités locaux ;
- L'explication claire et simple des processus de compensation et d'expropriation avant l'implantation des travaux, au moment des recensements et inventaires, durant la validation des listes et aux remises des accords et des chèques.
- L'organisation d'audiences publiques : elles sont destinées à décrire le processus d'expropriation et informer sur les exigences légales en la matière. Il est nécessaire d'organiser deux séances au moins par tronçon, une première séance au début des inventaires, puis une deuxième au moment de la validation des listes afin que tous comprennent la différence entre compensation et expropriation et puissent s'organiser pour réunir les pièces nécessaires. Les audiences publiques sont organisées par le CPA, il sera accompagné par le responsable du PAR afin de décrire le processus de compensation. La supervision assistera à ces séances à titre d'observateur.
- Des modules de formation et d'information sur la gestion financière, l'épargne et le crédit doivent être proposés par les institutions bancaires disponibles afin de minimiser les risques liés à un paiement en argent de toutes les compensations.
- Une stratégie de communication sera mise en place pour l'identification, la sélection et la mise en œuvre des projets dans le cadre de la restauration des moyens d'existence.

Une partie des informations générées par le projet doit en revanche rester confidentielle et faire l'objet d'une diffusion restreinte et prudente. En particulier, les données personnelles des PAP, les superficies affectées et les montants des compensations et indemnités doivent faire l'objet d'une communication strictement confidentielle.

7.4 Gestion des doléances et griefs

7.4.1 Principe

La mise en place d'un système de gestion des doléances et griefs est une exigence de la BID selon l'OP-710. Le système doit permettre d'enregistrer et de répondre à toutes les plaintes émises par les PAP. Le système de gestion doit permettre l'enregistrement indépendamment des principales parties prenantes, leur classification par le projet et leur traitement par les institutions en charge de la mise en œuvre le cas échéant.

Les doléances peuvent découler d'une mauvaise compréhension de la part des PAP des modalités de mise en œuvre du PAR, d'un déficit de communication, de la perception d'injustice(s) du fait de la mise en œuvre des réinstallations involontaires.

Plusieurs mécanismes doivent être mis en place pour traiter la doléance selon sa gravité et son échelle :

- Médiation : expliquer et clarifier une situation au regard des droits et devoirs de chacun ;
- Mise en œuvre d'action(s) corrective(s) : lorsque qu'une personne est lésée, il appartiendra au projet de proposer des actions correctives;
- Arbitrage : référencement auprès du Comité local.

Toute démarche judiciaire devra être évitée et une solution de règlement amiable sera privilégiée.

7.4.2 Mécanisme

Le projet doit donc mettre en place un mécanisme extrajudiciaire de règlement des doléances et de gestion des différents basé sur la médiation et l'arbitrage par des tiers. Ce mécanisme comprend différentes étapes :

- Réception et enregistrement de la doléance ;
- Examen préliminaire et classification ;
- Traitement de la doléance ;
- Clôture de la doléance.

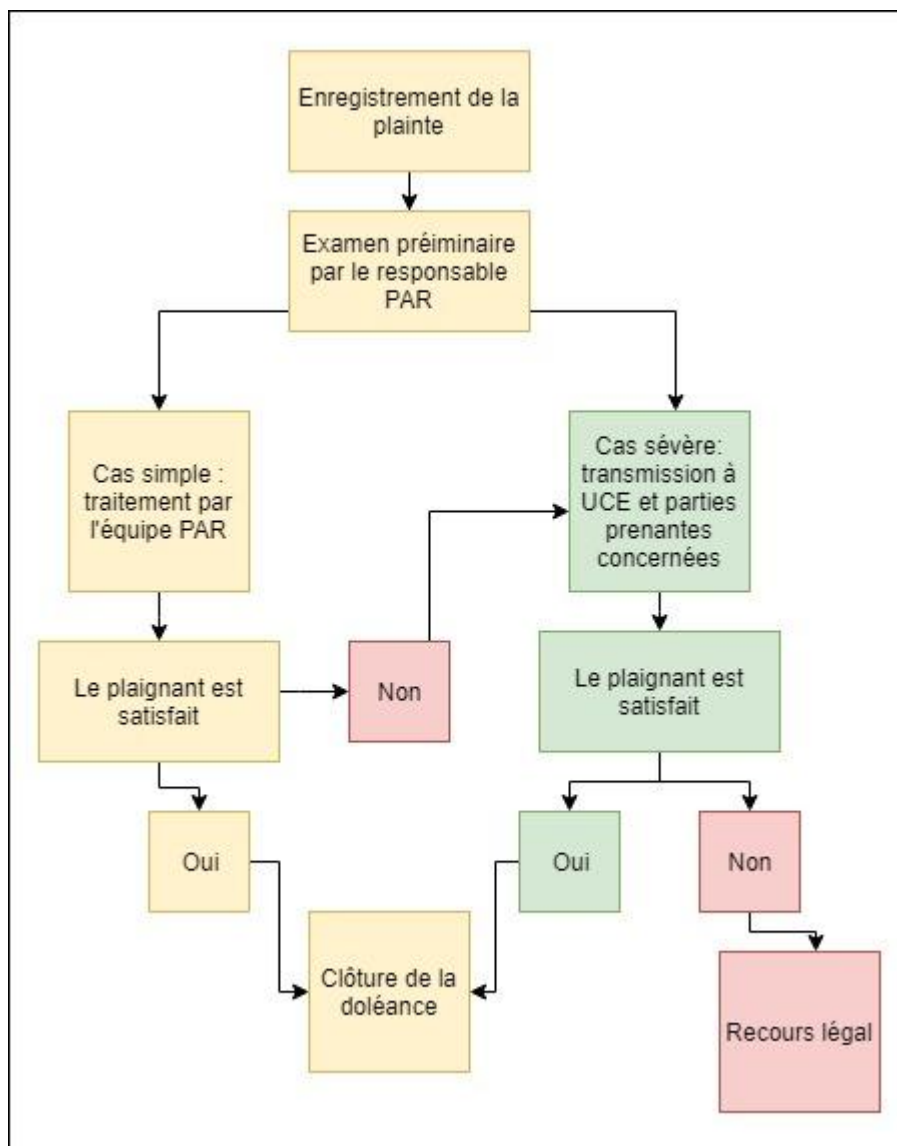


Figure 4 : Schéma de traitement des plaintes

Les différentes étapes du processus de réception, traitement et clôture des plaintes sont détaillées ci-après.

7.4.3 Réception de la doléance

Les doléances sont enregistrées auprès des membres des comités locaux. Les plaintes pourront être déposées directement auprès des autres prestataires du projet qui devront les transmettre au responsable du PAR.

Elles peuvent être notifiées verbalement ou par écrit et devront être inscrites dans un cahier de doléances préparé et distribué aux membres des comités à cet effet.

L'enregistrement sera daté et un délai de traitement signifié au plaignant. Chaque doléance sera par la suite suivie et le dossier la concernant complété au fur à mesure de son traitement jusqu'à sa clôture.

Le projet doit communiquer amplement auprès des communautés concernées sur l'existence de ce mécanisme.

7.4.4 Examen préliminaire

L'examen préliminaire des plaintes sera réalisé par le responsable du PAR. Il transmettra toutefois l'intégralité du registre à l'UCE qui vérifiera la conformité des examens avec les plaintes enregistrées.

Le degré d'importance de la plainte sera évalué selon son échelle (individuelle, localité, communale, etc.), et selon des critères de gravité (incompréhension, dommages de faible ampleur, dommage grave, etc.)

Selon l'urgence et le degré d'importance de la plainte, le responsable du PAR saisira l'UCE et les autres parties prenantes pour évaluer la plainte.

De manière générale, il étudiera le niveau de sévérité de la plainte et évaluera systématiquement les motifs en cause.

Catégorie	Description et indice de sévérité de la plainte
Catégorie 1	Plainte isolée, sans impact pour le Projet et/ou la Communauté
Catégorie 2	Plainte réitérée, avec un impact limité pour le Projet et/ou la Communauté
Catégorie 3	Plainte isolée, avec un impact majeur sur le Projet et/ou la Communauté
Catégorie 4	Plainte réitérée, avec un impact majeur sur le Projet et/ou la Communauté

Tableau 11 : Outil de classification des plaintes

Le tableau ci-dessus donne les quatre catégories selon lesquelles une plainte pourra être classée suite à l'examen préliminaire.

Dans tous les cas et pour chaque plainte, le responsable du PAR réunira dans le dossier ouvert à cet effet l'ensemble des pièces et documents relatifs au plaignant concerné, notamment les PV de réunions tenues avec le plaignant, le cas échéant. Pour les plaintes des catégories 3 et 4 les comités locaux seront consultés.

Le responsable du PAR intégrera dans son rapport trimestriel le registre des plaintes, le traitement préconisé et un aperçu de chacun des dossiers.

7.4.5 Traitement et suivi de la plainte

Pour les cas les moins sévères, c'est-à-dire n'ayant qu'un faible impact sur les communautés et/ou sur le projet, une enquête rapide sera menée par l'opérateur PAR afin d'en vérifier la validité. Une solution sera alors proposée directement au plaignant. En cas d'échec de cette procédure, une médiation sera entamée avec le comité local. Dans ce type de cas la solution proposée sera généralement de l'ordre d'une simple médiation ou de mesures correctives de faible amplitude.

Dans les cas plus sévères (cas 3 et 4 dans le tableau ci-dessus) l'UCE devra organiser une rencontre avec les plaignants en présence des membres du comité. Une enquête sera menée pour identifier l'origine des plaintes et formuler une résolution. Les services compétents concernés par la plainte seront mobilisés par l'UCE (entreprise, structure responsable de l'accompagnement de la mise en œuvre du PAR, CPA).

Les mesures correctives, si elles sont proposées, feront l'objet d'un agrément préalable avant leur mise en œuvre. Le comité local devra assurer un suivi de la doléance et attester de sa clôture.

7.4.6 Clôture de la doléance

Toute doléance fait l'objet d'un enregistrement, les différentes étapes marquant son prétraitement puis son traitement doivent également faire l'objet d'un document enregistré au dossier.

La médiation, l'arbitrage ou la mise en œuvre de mesures correctives font l'objet d'un agrément préalable et d'un accord final marquant la clôture de la procédure.

Le dossier pour chaque doléance fera l'objet d'une attention particulière et sera un outil primordial dans le processus de suivi-évaluation social.

Un recours légal pourra être saisi en dernier ressort, s'il n'est pas possible d'arriver à un accord et à la clôture de la plainte.

7.4.7 Délais de traitement de la doléance

Pour que le système soit opérationnel, il est impératif que les délais de traitement des doléances soient courts et respectés. Le tableau ci-dessous donne les délais indicatifs **maximum** pour le traitement des doléances de leur dépôt jusqu'à leur clôture.

Etapas et action	Délais à compter de la date de dépôt, en nombre de jours	
	Catégories 1 et 2	Catégories 3 et 4
Dépôt de la plainte	0	0
Enregistrement	0	0
Examen préliminaire et classement par catégorie	7	7
Constitution du dossier de vérification	10	15
Définition du traitement	10	20
Modération	15	30
Arbitrage	na	30
Action corrective	15	35-40
Suivi de la plainte	20	40-45
Clôture	30	50

Tableau 12 : Délais maximum de traitement des plaintes

Ces délais sont donnés pour un traitement linéaire (c'est-à-dire sans recours et renvoi du dossier à une étape précédente en cours de traitement). S'ils ne doivent pas être dépassés, il est possible de réaliser le processus complet en un délai plus court.

Dès le choix du traitement arrêté, l'information doit être renvoyée au plaignant. Par ailleurs, le plaignant doit avoir la possibilité de savoir à quel niveau se trouve la plainte à tout moment en consultant le comité.

Le comité, pour qu'il puisse conserver son rôle de facilitateur, ne doit pas participer au traitement de la plainte. Son rôle se limite strictement à la communication et à la transmission (et enregistrement) des informations dans les deux sens. Il peut jouer un rôle de modération durant la résolution.

8 Dispositif de suivi et évaluation

8.1 Dispositif interne de suivi

Le dispositif de suivi interne doit tenir compte de la mise en œuvre d'un PAR par des acteurs différents et le besoin de produire un outil de suivi unique et harmonisé.

Les outils de suivi interne doivent permettre de mesurer :

- Le niveau d'exécution du PAR, dossier par dossier et dans son ensemble ;
- De visualiser sur une carte l'avancement du processus et les terrains ainsi libérés ;
- De mesurer la qualité de l'exécution et de vérifier si le CAPAR est respecté, si les délais de mise en œuvre sont adéquats et les actions effectivement mises en place.
- Les outils doivent également permettre d'identifier les personnes vulnérables et leur fournir l'assistance nécessaire.

Afin de remplir ces exigences, les dispositions suivantes doivent être prises en compte :

- Le questionnaire d'inventaire doit permettre d'identifier les personnes vulnérables ;
- Le questionnaire d'inventaire doit permettre d'évaluer l'ensemble des pertes occasionnées par le projet, à l'exception des pertes économiques qui pourront faire l'objet d'enquête au cas par cas ;
- La base de données doit être active et permettre le calcul des compensations
- Une base de données doit permettre de réaliser un suivi à partir des données collectées auprès des PAP.
- La base de suivi doit être actualisée mensuellement par toutes les parties prenantes en particulier le responsable du PAR et le CPA.
- Des réunions hebdomadaires doivent être organisées sur le terrain en début de semaine et réunir l'UCE, le responsable du PAR, le CPA s'il est présent, un représentant du comité si nécessaire, l'entreprise de supervision des travaux et l'entreprise de construction si elle est mobilisée.
- Des réunions mensuelles seront organisées au sein de l'UCE ou de la BID. Elles réuniront le CPA, l'UCE, la BID, le responsable du PAR. Elles seront l'occasion de présenter l'état d'avancement des PAR, d'identifier les points de blocage et de chercher ensemble des solutions. Ces réunions sont un cadre de concertation et d'entraide entre les parties prenantes.
- Un rapport trimestriel sera produit par le responsable du PAR qui réunira l'ensemble des informations sur l'état d'avancement du processus, y compris des expropriations (et donc demandera la participation active du CPA) et du dossier de suivi des plaintes.

Un tableau de suivi des indicateurs est donné ci-dessous. Il permet de visualiser l'état d'avancement général du processus, un tel tableau pourra être intégré dans le rapport trimestriel, il devra être développé selon la phase de mise en œuvre :

	Action	Indicateur	Source de vérification
1	La validation du Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5	Signature / accord sur le CAPAR (O/N)	CAPAR, lettre du MTPTC et des institutions
2	Déclaration d'utilité publique	Existence des DUP (O/N) Diffusion locale des DUP (O/N)	DUP, le moniteur
3	Finalisation du design détaillé de la route	Existence des plans (O/N) Identification des points critiques (O/N)	MTPTC, études
4	Sélection de l'entreprise de supervision	TdR validés (O/N) Appel d'offre lancé (O/N) Contrat passé (O/N) Mobilisation effective (O/N)	BID, UCE
5	Sélection de l'entreprise responsable des travaux	TdR validés (O/N) Appel d'offre lancé (O/N) Contrat passé (O/N) Mobilisation effective (O/N)	BID, UCE
6	Sélection de l'entreprise responsable des PAR	TdR validés (O/N) Appel d'offre lancé (O/N) Contrat passé (O/N) Mobilisation effective (O/N)	BID, UCE
7	Implantation physique du projet	Piquetage réalisé (%) Existence d'un Shape file (O/N)	Visite de terrain, Shape file
8	Mise en place des comités locaux	Nombre de comité locaux mis en place Nombre d'ententes signées	PV de réunion, accords signés
9	Organisation de séances d'information sur le processus de compensation et d'expropriation et mobilisation des PAP le long de la route	Nombre de séances d'informations tenues	Rapport de mission, suivi des PAP
10	Marquage des terrains et des bâtis, codification	Kilométrage couvert pour les terrains	Dossier topographique, liste des terrains, des bâtis et des PAP Carto ?
11	Conception et réalisation des enquêtes de recensement et d'inventaire	Kilométrage couvert pour les bâtis	Questionnaire, base en ligne, base de données
12	Montage et nettoyage d'une base de données de calcul des compensations	Base montée (O/N) Base nettoyée (O/N)	base en ligne, base de données
13	Préparation d'un PAR pour le tronçon	Nombre de PAR préparés Nombre de PAR validés	PAR, lettre de validation

14	Organisation des audiences publiques	Nombre d'audiences publiques réalisées Publication de la date butoir (O/N) Distribution des listes de vérification aux comités (O/N)	PV de réunion
15	Vérification et finalisation des listes	Liste validée et finalisée (O/N)	Listes de PAP, annonce de date butoir publiée
16	Préparation des accords de compensation	% d'accords prêts % d'accords signés	Accords, base de suivi
17	Distribution des chèques/transferts de compensation	% de chèques/transferts prêts % de chèques/transferts distribués	Chèques/transferts et reçus, base de suivi
18	Constat d'occupation des bâtis	% de bâtis dont l'occupation est constatée par un JDP	PV de constat, base de suivi
19	Préparation et Signature des chèques pour l'expropriation	Nbr de dossiers transmis aux notaires Nbr de dossiers éligibles % de dossiers transmis pour paiement % de chèque/transferts distribués	Listes validées, chèques/transferts, base de suivi
20	Démarrage des travaux (destruction des maisons, saisie des terrains, etc.).	Kilomètres libérés	Rapport de supervision, base de suivi
21	Organisation d'une enquête de suivi	Enquête de suivi réalisée (O/N)	Questionnaire, base en ligne, base de suivi
22	Développement et mise en œuvre de PRME	Existence d'un PRME (O/N) Validation du PRME (O/N) Nbr de micro-projets identifiés Nbr de micro-projets validés Nbr de micro-projets mis en œuvre Nbr de bénéficiaires directs ou % de la population touchée ?	PRME, lettre d'accord, liste des projets, rapport de mission, base de suivi
23	Evaluation finale	TdR validés (O/N) Appel d'offre lancé (O/N) Contrat passé (O/N) Etude réalisée (O/N)	TdR, Contrat, rapport d'évaluation
24	Clôture du processus	% de dossiers fermés	Base de suivi, rapport d'évaluation

Tableau 13 : Exemple d'indicateurs d'exécution

Enfin, le suivi financier des opérations est essentiel et doit permettre de tracer chaque versement, de l'identification du PAP, à l'inventaire de ses biens, la signature des ententes, au transfert/la remise du chèque, la réception de l'argent.

Le suivi devrait permettre à terme d'évaluer l'utilisation des fonds et la base de suivi permettra de visualiser et/ou d'accéder facilement aux justificatifs. Un système d'archivage sera mis en place qui permette de conserver l'ensemble des pièces justificatives (accords et chèques/transferts notamment).

8.2 *Audit et évaluation externe*

Une évaluation externe est nécessaire à la fin du processus, de même qu'un audit. Il est recommandé de réaliser également une évaluation à mi-parcours afin de corriger d'éventuels manquements.

L'évaluation externe doit permettre de vérifier les indicateurs d'impacts et déterminer si la situation des PAP est effectivement rétablie à l'issue du processus.

L'évaluation doit également contrôler le respect des lois et du CAPAR, vérifier la qualité de la mise en œuvre et la conformité des outils de suivi.

9 Chronogramme et budget estimatif

9.1 Chronogramme

Sur la base des activités décrites au chapitre précédent un chronogramme estimatif est proposé.

	Chronogramme (mois)																													
	Préalable	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Action																														
Validation du Cadre d’application du Plan d’Action de Réinstallation de la RN5																														
Déclaration d’utilité publique																														
Finalisation du design détaillé de la route																														
Sélection des entreprises																														
Implantation physique du projet																														
Mise en place des comités locaux et présentation du processus																														
Marquage des terrains et des bâtis, codification																														
Réalisation des enquêtes et des bases de données																														
Validation du PAR au sein du projet																														
Organisation des audiences publiques, publication des dates butoir et des listes																														
Préparation et signature des accords de compensation																														
Préparation et signature des chèques de compensation																														
Constat d'occupation des bâtis																														
Vérification et préparation des dossiers d'expropriation																														
Préparation et Signature des chèques pour l'expropriation																														
Démarrage des travaux (destruction des maisons, saisie des terrains, etc.).																														
Organisation d'une enquête de suivi																														
Mise en place des PRME																														
Evaluation finale																														
Clôture du processus																														

Tableau 14 : Chronogramme estimatif

Le chronogramme considère la mise en œuvre simultanée des trois Tronçons. Il est probable (et préférable) qu'un décalage d'au moins deux mois soit observé entre chaque tronçon afin de laisser le temps de consolider les données et d'affiner la stratégie.

Le chronogramme dépend de nombreux facteurs et le retard de chacune des étapes peut provoquer un décalage de l'ensemble de la chaîne d'action. Un chronogramme détaillé est donné en annexe 2.

9.2 Budget estimatif

Sur la base des deux PAR disponibles des tronçons de Gros Morne à Bassin bleu (T1), puis de Bassin Bleu à Port-de-Paix (T2), une estimation préliminaire des coûts de mise en œuvre des PAR est estimée.

CONFIDENTIEL

Tableau 15 : Budget estimatif

- Sur les deux tronçons pour lesquels il existe un PAR, 5% ont été ajoutés afin de tenir compte des variations de prix depuis la date de réalisation des enquêtes ;
- Pour le tronçon 3, les valeurs représentent 50% de celles obtenues sur le Tronçon 3 de la RN1 afin de tenir compte de la densité de population et de la forte proportion d'arbres. Elles sont divisées par deux pour tenir compte de la largeur déjà importante de la route sur une partie importante du tronçon ;
- Un montant forfaitaire de 2.000.000 de gourdes par kilomètre est proposé pour la mise en place des PRME sur chaque tronçon. L'estimation est basée sur la moitié du budget alloué au PRME du tronçon 1 de la RN1. En effet, on estime que les pertes non compensées sur ces tronçons seront nettement inférieures à ce qui avait été constaté sur la RN1.
- Les couts de mission du CPA ont été estimés de manière forfaitaire à 1000 \$ par mois. La ligne ne comprend pas les coûts de personnel.
- Les coûts des comités ont été estimés conformément au descriptif donné en annexe
- Les forfaits pour la communication ont été estimés sur la base des expériences de la route nationale 1.
- Une provision de 5% du total est proposée pour les imprévus.
- Un taux de change HTG/dollars de 65 a été considéré.

Au regard des montants effectivement compensés sur la route nationale 1, le budget estimé pour les deux premiers tronçons paraît sous-estimé. Il n'est pas possible à ce stade de fournir une estimation plus juste compte tenu de la nature des données disponibles.

Les estimations sur le tronçon 3 sont imprécises et un design final du projet permettrait de réaliser une estimation plus fiable qui prendrait en compte le point de départ exact des travaux et les superficies occupées. L'application des montants divisés par 2 du troisième tronçon de la RN1 permet de contrebalancer la possible sous-évaluation des deux premiers tronçons.

Il est normal que les montants calculés ici soient inférieurs à ceux de la RN1 compte-tenu de la bien plus faible densité d'arbres. Les montants proposés ici sont fournis uniquement à titre indicatif.

10 Conclusion

Le présent document est un Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5. Il établit les principes, les méthodes et les responsabilités pour l'ensemble des déplacements involontaires qui seront provoqués par les travaux de réfection de la RN5 de Gros Morne à Anse-à-Foleur.

La BID et l'Etat Haïtien ont une grande expérience des PAR et notamment sur la RN1. Le présent CAPAR s'inspire de ces expériences et propose 4 mesures qui diffèrent des pratiques habituellement mises en œuvre en Haïti :

- L'actualisation d'un barème de compensation basé sur les coûts de remplacement ;
- La prise en compte de l'ensemble des occupants, y compris de ceux ne possédant pas de titre foncier ;
- La réalisation du processus de compensation par une entreprise spécialisée en coordination avec le CPA ;
- L'implication constante des PAP dans la mise en œuvre du processus au travers de comités locaux ;
- Le développement et la mise en œuvre de micro-projets dans le cadre de la restauration des moyens d'existence afin d'éviter les compensations uniquement monétaire (notamment en l'absence de possibilité de réinstallation physique « en nature ») ;

Le CAPAR devra, une fois les inventaires réalisés, être décliné en PAR exécutifs précis adaptés à chacune des situations. Le respect du CAPAR permettra d'assurer la conformité avec les exigences de la BID en matière de responsabilité sociétale mais aussi de donner un visage humain à la politique d'infrastructure du pays et d'assurer une bonne intégration sociale du projet.

Annexe 1 : Méthode détaillée d'estimation des pertes

Annexe 2 : Feuille de route et chronogramme indicatif

	Action	Détail	Responsabilité	Chronogramme																													
				P r é	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
1	La validation du Cadre d'application du Plan d'Action de Réinstallation de la RN5	Approbation par les parties prenantes; Engagement à le respecter;	MTPTC, BID																														
2	Déclaration d'utilité publique	Actualisation si nécessaires de la DUP en cours; Publication du DUP pour le tronçon Port-de-Paix-Anse-à-Foleur;	MTPTC, Présidence																														
3	Finalisation du design détaillé de la route	Finalisation du design; Approbation par les PP; Identification des zones présentant des risques en matière de déplacement; Production du design sous forme shape	Agence d'exécution																														
4	Sélection de l'entreprise de supervision	Inclusion des aspects du PAR aux TdR; Mobilisation de l'entreprise ;	BID, Agence d'exécution																														
5	Sélection de l'entreprise responsable des travaux	Inclusion des aspects du PAR aux TdR; Mobilisation de l'entreprise ;	BID, Agence d'exécution																														
6	Sélection de l'entreprise responsable des PAR	Respect du CAPAR; Mobilisation de l'entreprise;	BID, Agence d'exécution																														
7	Implantation physique du projet	Piquetage du projet; Diffusion aux entreprise de l'emprise du projet sous forme shape;	Agence d'exécution																														

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Annexe 3 : Entente avec les comités locaux



**MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORT, ÉNERGIE
ET COMMUNICATIONS**
Palais des Ministères

**REPUBLIQUE D'HAÏTI
REPUBLIK DAYITI**

**MINISTÈ
TRAVO PIBLIK
TRANSPÒ, ENÈJI
AK KOMINIKASYON**
Palè dè Ministè

Lettre d'engagement entre l'Unité Centrale d'Exécution du MTPTC et Le Comité de Compensation de (.....)

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

- L'UCE du MTPTC assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de réhabilitation et d'élargissement de la Route Nationale 1 entre Plaisance et Camp Coq.
- Les travaux envisagés vont occasionner des pertes de terres, d'accès à la terre, la destruction de maisons et affecter certaines activités.
- Les travaux sont financés par le Banque Interaméricaine de développement (BID).
- Une entreprise a été sélectionnée pour la mise en œuvre des compensations (XXXXXX)
- L'Etat Haïtien et la BID se sont accordés sur des stratégies de compensations des pertes d'accès à la terre et d'activités économiques.
- Un comité local est mis sur pieds afin de relayer les informations et de représenter les personnes affectées par le projet (PAP) sur le tronçon concerné.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT

Article 1 : Le Comité Local de Compensation doit assurer ses prérogatives concernant le processus de compensation :

- Mobiliser tout intervenant nécessaire, particulièrement au sein de la communauté locale ;
- Appuyer la vérification et assurer la validation des listes des personnes et ménages impactés par le projet ;
- Servir de modérateur et de facilitateur avec les personnes affectées par le projet dans le cadre des discussions et négociations éventuelles ;
- Concourir activement à la diffusion des informations auprès des PAP et relatives à la mise en œuvre du processus de compensation ;
- S'impliquer, en toute bonne foi, dans le mécanisme de résolutions des griefs ;

Le Comité est solidairement responsable de la mise en œuvre des missions décrites ci-dessus avec sérieux et rigueur sous peine des sanctions prévues par la Loi.

Article 2 : Le comité est composé des membres suivants :

Institution	Nom/Prénom	Téléphone	NIF/CIN
Un CASEC			
Un ASEC			
Un notable			
Un 1 ^{er} représentant des personnes affectées par le projet			
Un 2 ^{ème} représentant des personnes affectées par le projet			

Outre ses membres permanents, le comité comprend également :

- Un représentant de la mairie : [REDACTED]
- Un juge de paix : [REDACTED]

Ces deux derniers membres pourront être convoqués lors des réunions formelles du comité.

Article 3 : Afin de faciliter le travail du comité, l'UCE s'engage à prendre en charge les frais de transport nécessaire au déplacement des membres du comité lors des réunions formelles organisées. La grille suivante sera utilisée pour les défraiements :

Représentant de la Mairie	1500 HTG
Juge	1500 HTG
CASEC / ASEC	1250 HTG
Représentant des PAP	1000 HTG

Afin d'assurer les activités courantes du comité durant la mise en œuvre du PAR, les membres permanents recevront une indemnité de 3000 HTG par mois et par personne.

Cette indemnité sera payée par le responsable du PAR à la réception des rapports mensuels produits par les comités selon le format fourni en annexe.

Article 4 : Le versement des prises en charge se règle sur signature d'un reçu du Ministère de l'Economie et des Finances. Le versement peut être réalisé en liquide. A la fin de la réunion/événement, le versement sera effectué aux participants qui auront assisté à l'intégralité de la réunion. Seules les réunions convoquées par l'UCE feront l'objet d'un défraiement.

Article 5 : L'accord entrera en vigueur à compter du ____/____/2018. Il a vocation à demeurer en vigueur pendant toute la durée de mise en œuvre du processus de compensation.

Fait à _____, le ____/____/2018.

Pour le Comité Local

Institution	Nom/Prénom	Signature	NIF/CIN
Représentant de la Mairie			
Juge			
Un CASEC			
Un ASEC			
Un notable			
Un représentant des PAP			
Un 2 ^{ème} représentant des PAP			

Pour l'UCE

Nom/prénom/qualité/Signature

Annexe : Modèle de rapport mensuel

Rapport du mois de _____ / _____

1. Principales activités menées par les membres du comité

Date	Activité	Observations

2. Réunions formelles tenues ce mois

Date	Lieu	Observations

3. Signature des membres permanents du comité

Date	Nom	Signature

Annexe 4 : Entente de compensation



REPUBLIQUE D'HAÏTI
REPUBLIK DAYITI

**MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORT
ET COMMUNICATIONS**
Palais des Ministères

**MINISTÈ
TRAVO PIBLIK
TRANSPÒ
AK KOMINIKASYON**
Palè dè Ministè

**Appui au secteur du Transport en Haïti – Projet de Réhabilitation de la route Nationale 1 (RN1)
entre Plaisance et Cap-Haïtien (Vaudreuil)**

**Apwè pou sektè Transpò Ayiti a - Reyabilitasyon wout Nasyonal N° 1 (RN1),
ant Plézans ak OKap (Vodrey)**

Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation (PAR) / Plan aksyon reyinstalasyon ak konpansasyon

Accord de compensation entre l'Unité Centrale d'Exécution (MTPTC) et :

Ako konpansasyon ant unite Centrale d'Execution (MTPTC) ak :

A) Coordonnées du bénéficiaire / kontak benefisyè a

NOM / SIYATI : _____

PRENOM / NON : _____

Age / laj : _____

No. Du document d'identité /

Nimewo dokiman idantite : _____

Occupation /

Aktivite : _____

Type de document d'identité/

Kalite dokiman idantite : _____

Section / Seksyon : _____

Téléphone / Telefòn : _____

B) Numéro de l'accord/ Nimewo Ako : _____

**C) Résultat de l'inventaire et de l'évaluation économique des biens affectés / Rezilta enventè ki kalkil sa nou estime ou
pedi**

Voir en annexe A / Aneks A

D) Modalités de règlement des compensations / fason konpansasyon yo ap fèt :

Le règlement sera fait par chèque au nom du bénéficiaire / Chèk la ap fèt sou non benefisyè

Oui/wi : ____ non/non : ____

Si non, le bénéficiaire / Si se pa sa, benefisyè a,

Autorise/ otorize : _____ résidant à / ki rete nan : _____

Et étant porteur du no. d'identité / nimewo idantite : _____ à recevoir le règlement final en son nom / pou
resewa chèk la nan non li.

Le montant total est de/ *konpansasyon antou se* : _____

Le bénéficiaire s'engage à libérer l'espace dans un délai raisonnable afin de permettre les travaux, dès réception du chèque. / *Benefisyè ap libere tè a nan yon tan rezonab pou pwojè a kapab vanse.*

La procédure de gestion des plaintes a été expliquée et remise au bénéficiaire lors de la présentation de l'entente / *Yo te esplike fason y ap jere plent yo epi yo te remèt li lè yo te prezante antant la.*

Les parties certifient être en accord avec les termes de cette entente de compensation. / *Pati yo dakò avèk antant konpansasyon an.*

Date / *Dat* : _____

Signatures des parties / *Siyati pati yo*

(Ajouter le nom et le numéro de CIN/NIF pour chacun / *Ekri non avèk CIN/NIF pou chak moun*

Bénéficiaire / *Benefisyè*

Représentant de l'UCE / *Reprezantan UCE*

*Placer dans ce rectangle la pièce d'identité pour
prendre la photo*